



Évaluation d'impact de l'intervention de littératie numérique MousoBara

Résultats de l'étude de référence

Cody Bock, Rosa Castro-Zarzur, Noah Clapacs, et Angela Moturi

Les Instituts Américains pour la Recherche

Angelika Kessler, Seydou Soro, et Stanislas Touré

CARE Pays-Bas & CARE Côte d'Ivoire

FEVRIER 2026



Advancing Evidence.
Improving Lives.

Contenus

Introduction	1
Contexte.....	3
Objectifs et portée de l'étude	6
Cadre de l'étude.....	6
Théorie du Changement.....	6
Questions de recherche	8
Méthodologie	8
Méthodes Quantitatives	9
Méthodes Qualitatives.....	10
Approbation éthique de la recherche	10
Résultats de l'étude	11
Caractéristiques des ménages.....	11
L'éducation, la littératie, et la numératie.....	15
Contexte numérique et compétences.....	20
Normes sociales liées au genre	24
Contexte des services communautaires.....	29
Conclusion.....	31
Recommandations	34
References	36
Appendice A. Informations complémentaires sur la méthodologie	39
Appendice B. Tableaux d'équilibre.....	45

Liste des Figures et des Tableaux

Figure 1. Résumé de MousoBara	2
Figure 2. Aperçu du module d'alphabétisation MousoBara.....	4
Figure 3. Résumé des AVECs	5
Figure 4. MousoBara Théorie du Changement	7
Figure 5. Carte des Localités de Collecte de Données	10
Figure 6. Équipes AIR réalisant des tests d'alphabétisation et des groupes de discussion	11
Figure 7. Profile de la répondante typique.....	12
Figure 8. Propriété des biens par les ménages.....	14
Figure 9. Résultats de La Compréhension Ecoute	17
Figure 10. Résultats au test de lecture de mots familiers et inventés.....	18
Figure 11. Résultats aux tests de calcul.....	19
Figure 12. Compétences numériques (traitement et moyenne comparative)	23
Figure 13. Évaluation qualitative des compétences numériques des femmes	24
Figure 14. Participation des Femmes dans des Activités Productives	25
Figure 15. Résultats de la régression : les individus devraient dépenser leurs économies pour acheter un smartphone personnel Opinions perçues des femmes	27
Figure 16. Connectivité des communautés	29
Figure 17. Les Modules d'entrepreneuriat dans MousoBara.....	33
Tableau A-1 : Échantillon quantitatif.....	39
Tableau A-2 : Sites d'échantillonnage pour la collecte de données qualitatives	40
Tableau A-3 : Échantillon qualitatif	40
Caractéristiques de base	45
Alphabétisation.....	49
Possession d'actifs du ménage.....	51

Participation aux AVEC et utilisation prévue de l'épargne	52
Participation des femmes aux activités productives	54

Introduction

Les compétences numériques deviennent « rapidement essentielles » pour accéder à des services financiers et à des moyens de subsistance importants (UNESCO, 2019, p. 29). En Afrique subsaharienne, des outils numériques comme la banque mobile ont transformé les économies informelles, contribué à lutter contre la pauvreté et renforcé la résilience des ménages face aux chocs (Innovations for Poverty Action, 2019). Pourtant, l'inclusion numérique est loin d'être équitable. La région subsaharienne arrive au dernier rang mondial en matière de couverture haut débit (85 %) et d'usage de l'internet mobile (25 %; GSMA, 2023).

Dans la région, les femmes, les populations rurales, les personnes pauvres et les personnes âgées font face à des obstacles économiques, culturels et éducatifs particulièrement élevés pour accéder au numérique. Environ 71 % des femmes et 84 % des hommes en Afrique subsaharienne possèdent un téléphone mobile ; parmi les femmes non équipées, les principaux obstacles à leur inclusion numérique sont le coût ainsi que le manque de compétences en littératie, numératie et technologie (GSMA, 2024). L'Afrique subsaharienne compte environ 230 millions de personnes qui possèdent un téléphone mais déclarent ne pas avoir les compétences nécessaires pour utiliser les outils numériques (GSMA, 2023). Cette situation est aggravée par le manque historique de soutien public aux programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes, que ce soit de la part des gouvernements ou des acteurs internationaux du développement (UNESCO, 2022).

Pour répondre à ces besoins, CARE Côte d'Ivoire a développé un outil numérique innovant visant à combler les lacunes en littératie et en compétences numériques dans de nombreuses communautés rurales. MousoBara est une application mobile qui propose des modules interactifs en littératie, numératie, entrepreneuriat et compétences de vie dans un format audiovisuel attractif (Figure 1). Développée en 2021, elle a été déployée dans plusieurs projets par CARE, atteignant plus de 1 400 utilisateurs actifs d'ici 2025. L'outil montre un fort potentiel pour toucher les apprenants adultes là où ils se trouvent — chez eux, dans les champs ou sur les marchés. Cependant, MousoBara n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation rigoureuse, ce qui laisse CARE sans données pour orienter l'amélioration, la mise en œuvre et l'extension de l'outil.

Le Fond d'Opportunité des Instituts Américains pour la Recherche (AIR), une initiative philanthropique, a fourni le financement visant de combler ce manque de preuves à travers une évaluation d'impact expérimentale et mixte de MousoBara. Cette étude de référence constitue la première phase de l'évaluation d'impact. L'étude fournit des données sur la

pertinence contextuelle de l'outil et sur son modèle de mise en œuvre, en examinant les forces et les besoins des utilisateurs potentiels. Le rapport analyse également le paysage existant des services financiers et éducatifs pour mettre en lumière les lacunes que MousoBara vise à combler.

Le rapport présente d'abord le contexte, le cadre et la méthodologie de l'étude. Les résultats sont ensuite organisés par thème : caractéristiques des ménages, éducation et littératie, contexte numérique, normes sociales et de genre, puis paysage des services. Le rapport conclut sur les principaux enseignements tirés de cette étude initiale et formule des recommandations pour la conception et la mise en œuvre de MousoBara.

Figure 1. Résumé de MousoBara



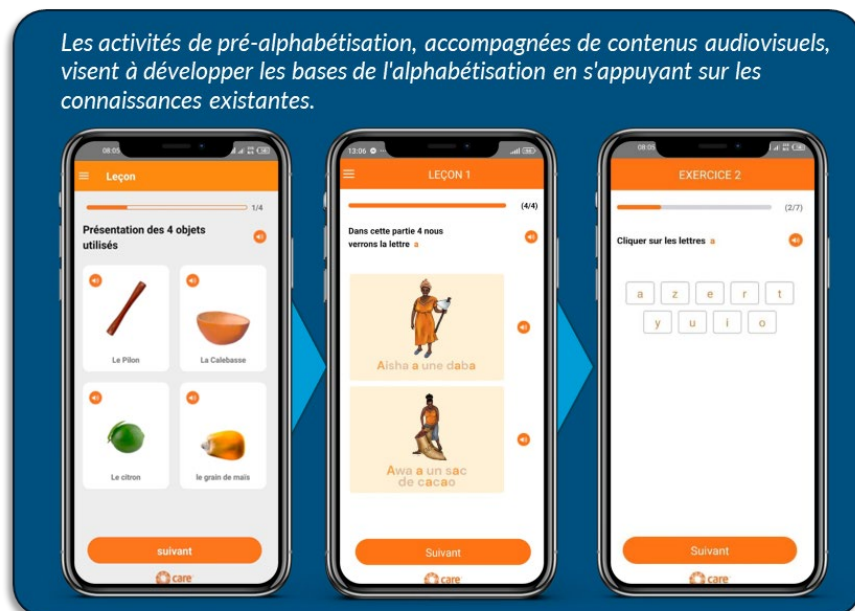
Contexte

Comme dans le reste de la région, les taux d’alphabétisation en Côte d’Ivoire sont plus faibles chez les femmes (41 %) que chez les hommes (54 % ; UNESCO, 2021). Les écarts éducatifs entre les genres contribuent à ces résultats : seules 52 % des filles sont inscrites au secondaire (contre 58 % des garçons) et 55 % des filles inscrites terminent le premier cycle du secondaire (contre 60 % des garçons ; UNESCO, 2024). Ces disparités sont encore plus marquées en zones rurales, où les filles et les femmes font face à des normes de genre plus restrictives. Dans les zones rurales ivoiriennes, les normes sociales et culturelles assignent prioritairement aux femmes les responsabilités domestiques plutôt que les activités génératrices de revenus, limitent leur participation aux décisions du ménage et de la communauté, et les empêchent d’accéder à la propriété foncière (OCDE, 2022). Ces normes constituent des obstacles majeurs à l’éducation des filles et à la participation des femmes aux programmes d’apprentissage des adultes.

Pour répondre aux besoins des Ivoiriens, CARE Côte d’Ivoire a développé en 2021 une application mobile appelée **MousoBara**. MousoBara est une application pour smartphone initialement conçue afin de soutenir l’entrepreneuriat chez les femmes et hommes non alphabétisés ou peu alphabétisés vivant dans les zones rurales cacaoyères du pays. CARE a reconnu la nécessité de renforcer les compétences en lecture, écriture et calcul afin de soutenir la formation à l’autonomisation économique, ce qui a conduit au développement de modules supplémentaires pour l’application. Somme toute, l’application propose des modules interactifs audiovisuels portant sur la littératie, la numératie, les compétences de vie et l’entrepreneuriat (e.g., un plan d’affaires).

Ses modules d’alphabétisation et de calcul facilitent l’apprentissage du français, langue de communication et langue officielle en Côte d’Ivoire où l’on parle près de 80 langues locales, dont la plupart n’ont pas de forme écrite. Néanmoins, l’application propose des contenus audios dans plusieurs langues locales (dioula, senoufo et baoulé) ainsi qu’en français afin de permettre aux femmes et aux hommes analphabètes ou peu alphabétisés de développer leurs compétences numériques et leur niveau d’alphabétisation (Figure 2). Une fois téléchargée, elle peut également être utilisée hors ligne, ce qui évite d’avoir à souscrire un abonnement de données.

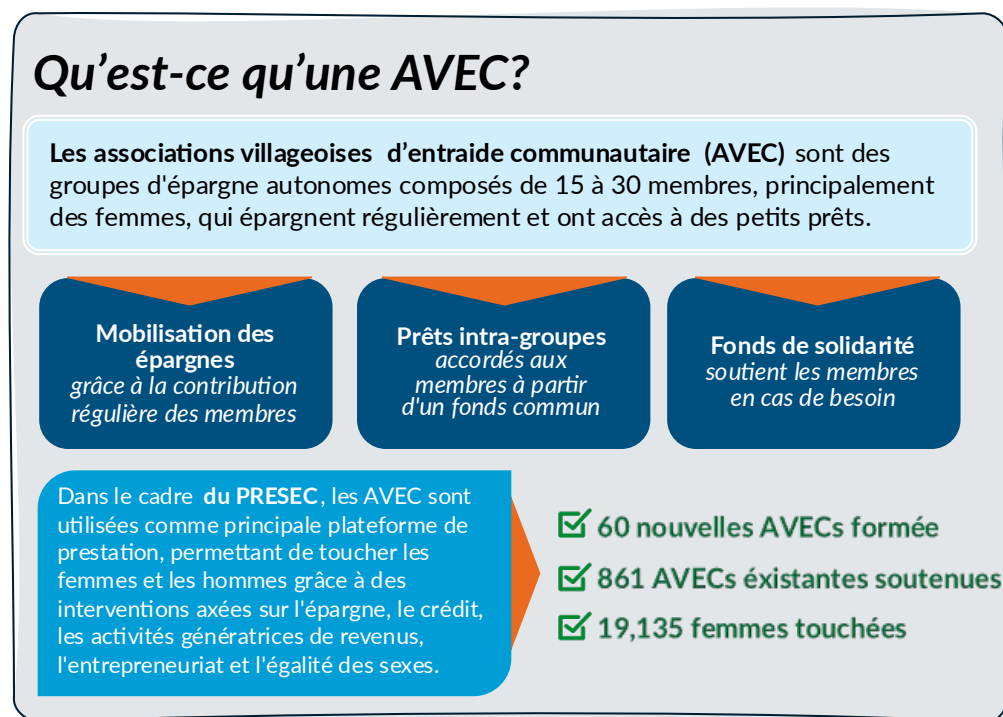
Figure 2. Aperçu du module d'alphabétisation MousoBara



Les utilisateurs visés par MousoBara sont les agriculteurs et agricultrices peu alphabétisés qui participent aux Associations Villageoises d'Entraide Communautaire (AVECs) de CARE. Les AVEC sont des groupes de 15 à 30 personnes, dont la majorité sont des femmes (entre 70 et 80 %), qui se réunissent régulièrement pour mettre en commun leurs économies et se prêter mutuellement de l'argent à partir de ce fonds d'épargne. CARE utilise également les AVEC comme plateforme pour dispenser des formations financières (Figure 3) avec pour objectif général de donner aux membres accès à des capitaux financiers, de développer leurs compétences en matière d'épargne, de crédit et d'éducation financière, et de favoriser leurs réseaux sociaux (CARE, n.d.a).

Depuis 2021, CARE intègre MousoBara à ses initiatives déjà existantes de soutien aux Associations Villageoises d'Entraide Communautaire (AVEC ; Figure 2). CARE introduit MousoBara à travers une formation d'orientation en présentiel pour les membres des AVEC. Les promoteurs de groupes AVEC, employés de CARE, agissent comme formateurs et comme « enseignants » qui peuvent aider à répondre aux questions et à résoudre les problèmes en personne lors des réunions des AVEC. Tous les membres des AVEC sont invités à utiliser MousoBara, mais leur participation reste volontaire. Par ailleurs, l'usage de l'application ne se limite pas aux AVEC : CARE invite l'ensemble de la communauté — femmes, hommes, autochtones comme allochtones — à participer aux formations et à utiliser l'outil.

Figure 3. Résumé des AVEC



En 2025, la Société Africaine de Cacao (SACO) a financé le **Projet de Renforcement Socio-Economique des Communautés Productrices de Cacao (PRESEC)**, une initiative visant à soutenir le développement communautaire, l'autonomisation économique des femmes et la protection de l'enfance pour les familles travaillant dans les chaînes de valeur du cacao. Le projet ciblait 247 villages du sud du pays, avec plusieurs interventions dont le curriculum AVEC de CARE, l'appui aux comités de développement communautaire, ainsi que la formation et l'intégration de l'application MoussoBara.

En septembre 2025, CARE a formé les agents terrain du PRESEC, qui supervisent chacun environ 20 AVEC. En octobre 2025, les agents de terrain ont ensuite dispensé la formation MoussoBara aux promoteurs des groupes AVEC, qui sont basés dans les communautés et mettent en œuvre le programme AVEC au niveau des groupes. La formation de groupe sur MoussoBara a présenté l'application et a conduit les participants à installer l'application et à créer un compte. Au total, PRESEC a formé 71 communautés à MoussoBara, touchant près de 1 400 personnes, dont les deux tiers étaient des femmes. Les agents de terrain continuent à fournir une assistance via l'application grâce à un portail de messagerie dans MoussoBara, tandis que les promoteurs de groupe et les autres membres des AVEC apportent leur aide sur le terrain pour résoudre les problèmes.

À mesure que MousoBara était déployé dans ces nouvelles communautés, l’AIR a conçu d’une étude complémentaire pour évaluer l’efficacité de l’application et produire des données sur l’utilité des outils numériques en Afrique subsaharienne.

Objectifs et portée de l'étude

L’objectif principal de cette évaluation est de produire des données rigoureuses et opportunes sur la pertinence et l’efficacité de MousoBara dans le contexte des AVEC. L’étude vise non seulement à éclairer l’amélioration et l’extension de MousoBara en Côte d’Ivoire, mais aussi à évaluer la pertinence des outils numériques dans l’ensemble de la région Afrique subsaharienne, pouvant concerner 17,6 millions de personnes dans 64 pays membres des AVEC soutenues par CARE (CARE, 2023).

Portée thématique. L’étude de référence a examiné les facteurs contextuels susceptibles d’influencer l’adoption et l’efficacité de MousoBara. Cela inclut le contexte numérique (connectivité, compétences), le niveau d’éducation, les compétences en littératie et numératie, les moyens de subsistance (activités génératrices de revenus) et le paysage des services numériques.

Portée géographique. L’étude de référence a couvert 150 communautés dans 13 régions du sud de la Côte d’Ivoire où le projet PRESEC est mis en œuvre.

Portée chronologique. L’évaluation d’impact analysera les effets de MousoBara sur une période d’un an, de septembre 2025 à septembre 2026. Cette étude de référence présente les résultats de la collecte de données effectuée avant le déploiement, en juillet 2025.

Cadre de l'étude

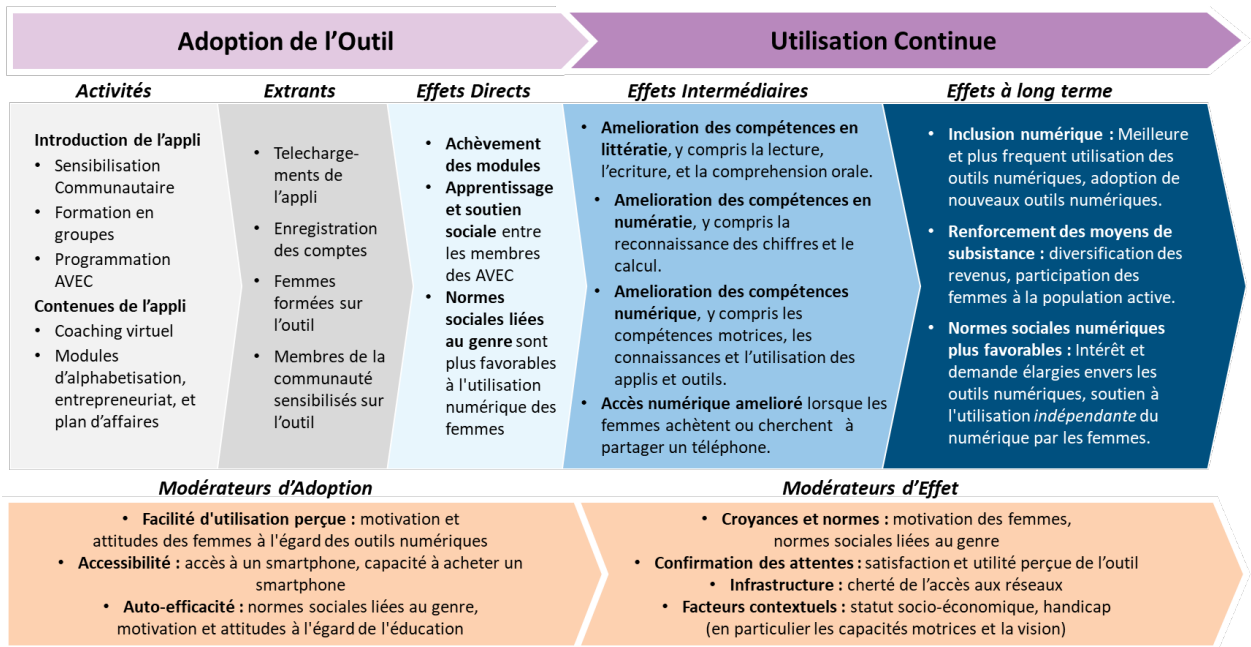
Cette section décrit la théorie du changement (TdC) pour MousoBara et les questions de recherche qui guident l’évaluation d’impact et cette étude de référence.

Théorie du Changement

La TdC postule que si CARE introduit l’application lors de l’intégration des groupes AVEC (VSLA) et grâce à des activités de sensibilisation communautaire, alors les communautés adopteront des attitudes plus favorables envers l’usage numérique par les femmes (Figure 4). Ces attitudes favorables à l’échelle communautaire renforceront la confiance intrafamiliale envers MousoBara, ce qui amènera les hommes et les femmes à passer davantage de temps sur

l'application (Kaba & Meso, 2022). De plus, les promoteurs AVEC accompagneront les femmes lorsqu'elles compléteront les modules curriculaires de l'application, tandis que les groupes AVEC favoriseront l'apprentissage social autour des thèmes abordés par l'application (Arnold, 2020). Si les femmes complètent les modules de l'application et que la communauté ainsi que les groupes AVEC soutiennent l'usage du numérique, alors elles développeront de meilleures compétences en littératie française, en numératie et en compétences numériques, et l'accès au numérique augmentera, certaines femmes cherchant à acheter ou à partager un smartphone (Arnold, 2020).

Figure 4. MousoBara Théorie du Changement



L'amélioration des compétences en littératie et en numératie profitera ensuite aux activités génératrices de revenus des femmes, notamment grâce à une meilleure tenue des registres, le calcul et une gestion financière renforcée. Les compétences numériques amplifieront ces effets en permettant l'entrepreneuriat en ligne, les services bancaires mobiles et l'accès à des marchés numériques élargissant leur participation économique. À long terme, les femmes bénéficieront d'une inclusion numérique accrue et de moyens de subsistance renforcés (Karakara et al., 2024), tandis que les membres de la communauté adopteront des attitudes plus favorables envers la technologie et l'usage numérique des femmes. En outre, l'auto-efficacité des femmes devrait améliorer à mesure qu'elles gagnent en confiance dans leur capacité à apprendre de nouvelles compétences et à atteindre leurs objectifs, et elles devraient accroître leur autonomisation en étant mieux outillées pour participer à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté (Arnold, 2020; Kaba & Meso, 2022).

Les modérateurs de l'adoption diffèrent de ceux de la poursuite d'usage pour des outils numériques comme MoussoBara (Karakara et al., 2024 ; Kaba & Meso, 2022). Nous émettons l'hypothèse que des facteurs tels que la facilité d'utilisation perçue, l'accès et l'auto-efficacité peuvent modérer l'adoption initiale de MoussoBara. Nous émettons aussi l'hypothèse que les croyances et les normes, la confirmation des attentes (i.e., la satisfaction envers l'outil), les infrastructures favorables, et les facteurs contextuels au niveau du ménage et de l'individu peuvent modérer la poursuite d'usage et l'efficacité de MoussoBara (Assielou & Bourgault, 2024).

Questions de recherche

L'évaluation d'impact vise à déterminer si l'introduction de MoussoBara dans le modèle AVEC standard de CARE favorise un développement économique inclusif en améliorant les compétences en lecture, écriture et numérique des femmes rurales adultes illettrées. Pour soutenir cet objectif d'apprentissage plus large, nous avons élaboré un ensemble de questions de recherche essentielles afin d'établir les niveaux de référence pour l'évaluation d'impact, d'apporter des premiers éclairages sur la pertinence de l'application, et de soutenir l'affinement de la théorie du changement :

Quelles sont les compétences des membres féminines des AVEC en lecture et en calcul ?

Quelles sont leurs compétences en matière d'accès numérique, de compétences numériques et d'utilisation des services numériques ?

Quels sont les obstacles potentiels et les facteurs facilitant la future efficacité de MoussoBara ?

En quoi MoussoBara complète-t-il les services déjà disponibles pour les membres féminines des AVEC ?

En répondant à ces questions, l'étude pourra évaluer si la conception de MoussoBara, son processus de mise en œuvre et ses contenus sont alignés avec les besoins des membres des AVEC.

Méthodologie

Cette étude constitue la première de deux phases dans une évaluation d'impact expérimentale et mixte de Mousso Bara. Nous présentons ci-dessous les méthodologies quantitatives et qualitatives de l'étude et soulignons le processus d'approbation éthique. Ce qui suit offre un aperçu des méthodes utilisées, tandis que la méthodologie complète se trouve à l'Annexe A.

Méthodes Quantitatives

Pour évaluer les effets causals de MousoBara, nous avons mis en place un essai contrôlé randomisé en grappes (RCT) dans 150 communautés (Figure 5), dont 75 ont été assignées aléatoirement au traitement, tandis que les 75 restantes serviront de groupe de contrôle et recevront l'intervention MousoBara une fois l'évaluation terminée. Les communautés d'évaluation se situent dans 10 régions du sud de la Côte d'Ivoire. L'enquête de référence ciblait 1 500 femmes, soit 10 par communauté. Les femmes étaient éligibles pour participer à l'enquête si elles remplissaient les trois conditions suivantes :

Être membres d'un AVEC

Avoir une petite entreprise (ou prévoir d'en créer une dans les six prochains mois)

Avoir accès à un smartphone (ou pouvoir en acheter un dans les six prochains mois)

Nous avons mené des tests d'équilibre de base afin de vérifier si la randomisation avait effectivement créé des groupes similaires avant le début de l'intervention MB. À cette fin, nous comparons les groupes de traitement et de contrôle sur des caractéristiques préexistantes (comme les données démographiques) et des résultats (comme la littératie et la numératie) pour nous assurer que toute différence observée après l'intervention puisse être attribuée à l'intervention elle-même plutôt qu'à des différences préexistantes. Si les groupes sont bien équilibrés au départ, cela donne confiance que la randomisation a fonctionné correctement et que les résultats de l'étude seront valides.

En particulier, nous avons estimé la spécification suivante pour évaluer l'équilibre de départ :

$$Y_{irc} = \alpha_r + \beta_1 \text{Treat}_c + \varepsilon_{irc}$$

où Y_{irc} est un résultat ou une caractéristique d'intérêt pour la femme i dans la communauté c de la région r ; α_r est un effet fixe de région qui tient compte de la stratification régionale dans l'assignation au traitement ; Treat_c est une variable indicatrice qui prend la valeur 1 si la communauté c est assignée au groupe de traitement et 0 si elle est assignée au groupe de contrôle. β_1 correspond aux différences initiales entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle. Si la randomisation a réussi, β_1 ne devrait pas être statistiquement différent de zéro, indiquant qu'il n'existe aucune différence entre les groupes de traitement et de comparaison. Donc, pour chaque résultat ou caractéristique d'intérêt, nous testons si $\beta_1 = 0$ afin d'évaluer si la randomisation a fonctionné. Nous utilisons des erreurs standard regroupées au niveau de la communauté pour tenir compte de la corrélation intra-communautaire induite par l'assignation expérimentale (Abadie et al., 2023).

Méthodes Qualitatives

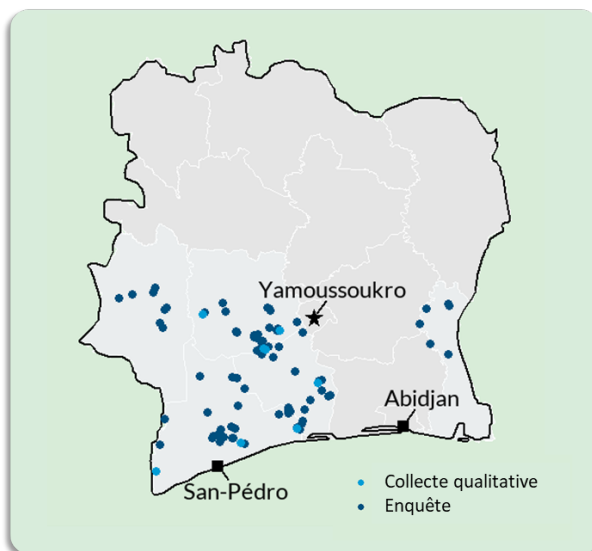
Notre approche qualitative visait à recueillir des informations anecdotiques sur la littératie et la numératie, les compétences numériques, les normes de genre et le contexte des moyens de subsistance, afin de compléter les résultats quantitatifs et de mettre en avant des recommandations pour améliorer et étendre MousoBara. Nous avons collecté des données qualitatives dans six communautés réparties dans six régions où PRESEC opère, choisies pour refléter la diversité des régions et des tailles de villages ciblés par le projet (Figure 5).

Dans chaque communauté, nous avons mené des discussions de groupe (FGDs) avec des membres féminins des AVEC et leurs conjoints, ainsi que des entretiens individuels approfondis (IDIs) pour explorer des sujets plus sensibles et pour évaluer qualitativement les compétences numériques à travers une activité d'observation. Nous avons également réalisé des entretiens avec des informateurs clés (KIs) incluant des leaders AVEC, des animateurs et agents de terrain de CARE, ainsi que des leaders traditionnels et communautaires. Dans les capitales régionales et nationale, nous avons interviewé des représentants de ministères nationaux, de CARE et de prestataires de services financiers. Au total, nous avons mené 12 FGDs, 31 KIs, 12 IDIs et 12 activités d'observation.

Approbation éthique de la recherche

Les protocoles éthiques de l'étude ont été vérifiés de manière indépendante par le comité d'éthique institutionnel d'AIR ainsi que par le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de la Côte d'Ivoire.¹ Le comité d'éthique institutionnel d'AIR (IRB00000436) est enregistré auprès de l'Office américain de la protection des sujets humains en tant qu'institution de recherche (IORG0000260) et mène ses travaux sous sa propre assurance fédérale (FWA00003952). Ces deux instances ont approuvé les activités et protocoles de recherche avant la collecte des données (Figure 6).

Figure 5. Carte des Localités de Collecte de Données



¹ Le partenaire de collecte de données d'AIR est Dalberg Research. Nous souhaitons reconnaître l'excellent travail de Alioune Touré et Serge Dieudonne Bazié pour leur supervision du processus d'approbation éthique et de la mission de collecte des données.

Figure 6. Équipes AIR réalisant des tests d'alphabétisation et des groupes de discussion



Résultats de l'étude

Cette section donne un aperçu des principales caractéristiques des ménages, des niveaux d'alphabétisation et de numératie, de l'environnement numérique, des normes sociales dominantes en matière de genre et de l'éventail des services disponibles. Ensemble, ces thèmes constituent un contexte important pour comprendre les conditions de vie et les défis auxquels sont confrontés les utilisateurs potentiels de MousoBara. Les tableaux d'équivalence pour ces résultats figurent à l'annexe B.

Caractéristiques des ménages

L'échantillon comprend 1 514 ménages avec une taille moyenne de 9 membres (Figure 7). L'âge moyen des répondantes était de 41 ans. En moyenne, les ménages comptent 4,5 adultes (15–64 ans), 2,5 enfants (6–14 ans) et 1,6 enfant de moins de 5 ans, avec très peu de personnes âgées (moyenne de 0,35 membre de 65 ans ou plus). La répartition par sexe parmi les adultes est équilibrée, avec environ 2,3 femmes et 2,2 hommes âgés de 15 à 64 ans par ménage. Parmi les jeunes enfants dans les ménages enquêtées, les filles et les garçons sont également représentés.

La plupart des ménages sont dirigés par un conjoint masculin (77 %), tandis que 13 % sont dirigés par une femme. La plupart des répondantes sont mariées ou en union libre (87 %), avec de petites parts divorcées/séparées (3 %) ou veuves (6 %). Dans l'ensemble, la composition des ménages est similaire entre les groupes traitement et comparaison, avec des différences proches de zéro pour toutes les caractéristiques.

Handicap. Les limitations fonctionnelles sévères sont relativement peu fréquentes dans l'échantillon. Près de la moitié des répondantes (46 %) déclarent un certain niveau de difficulté dans des fonctions liées à la littératie et aux compétences numériques (ouïe, vision, fonctions cognitives, communication). Toutefois, ces difficultés autodéclarées ne reflètent pas nécessairement un statut formel de handicap ; elles peuvent couvrir un large éventail de situations, allant de limitations légères à des incapacités plus importantes. Les limitations vraiment sévères sont moins courantes : seulement 4 % des répondantes déclarent des niveaux sévères susceptibles d'affecter la littératie. Les répondantes plus âgées sont significativement plus susceptibles de signaler ces difficultés, chaque année supplémentaire étant associée à une augmentation d'environ 1,2 point de pourcentage ($p < 0,001$, $r^2 = 0,077$). Globalement, les groupes traitement et comparaison sont bien équilibrés, avec seulement quelques différences mineures, comme une légère baisse des difficultés auditives dans le groupe traitement (4 % T contre 6 % C, $p < 0,1$).

Ethnicité. L'échantillon est ethniquement diversifié, les Akan étant le groupe le plus important (51 %), suivis des Voltaïques (Gur) (21 %), des Mandé (13 %) et des Krou (11 %). Les langues reflètent les identités ethniques : le baoulé est la langue maternelle la plus courante (43 %), suivie du moré (15 %). Dans les marchés, le français est la langue principale (78 %), complété par le baoulé (38 %) et le moré (11 %). Cependant, seulement 4 % déclarent parler français à la maison. Sur ces points, les groupes sont généralement équilibrés, bien que les locuteurs de moré soient plus nombreux dans le groupe traitement (19 % T contre 11 % C, $p < 0,05$).

Moyens de subsistance. Presque tous les ménages (98 %) pratiquent l'agriculture. Le manioc (87 %), le gombo (85 %), les piments (85 %) et les aubergines (84 %) sont les cultures les plus répandues. D'autres cultures courantes incluent le plantain (75 %) et l'igname (74 %). Environ deux tiers des ménages cultivent le cacao. En moyenne, les ménages cultivent environ 10

Figure 7. Profile de la répondante typique



cultures, ce qui suggère qu'ils exploitent principalement la terre pour répondre à leurs besoins alimentaires.

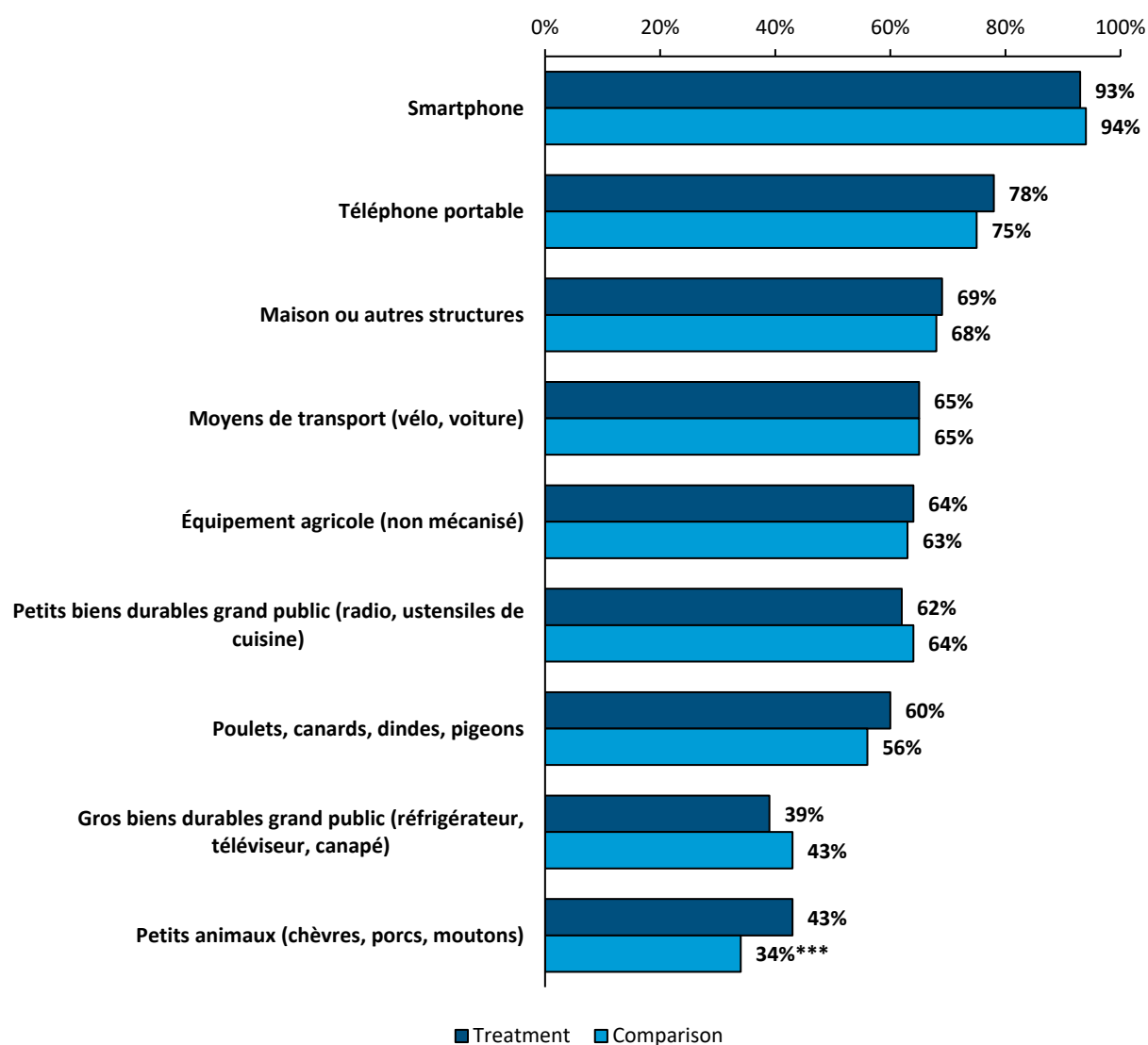
Les ménages possèdent environ 6,4 catégories d'actifs sur les 17 types mesurés (Figure 8). Les smartphones sont possédés par 94 % des ménages et les téléphones portables par 76 %. Environ 71 % des ménages possèdent à la fois des smartphones et des téléphones portables. S'agissant de la propriété des smartphones parmi les femmes, nous constatons qu'environ 84 % des femmes de notre échantillon possèdent actuellement un smartphone (soit seules, soit conjointement avec une autre personne).

Au-delà de la technologie, les actifs les plus répandus comprennent les maisons (69 %), les moyens de transport (65 %), les biens durables de petite taille (63 %) et le matériel agricole non mécanisé (63 %). La volaille est détenue par 58 % des ménages, tandis que les petits élevages (chèvres, porcs, moutons) sont détenus par 39 %. En revanche, le bétail de grande taille (bœufs, bovins) n'est détenu que par 7 % des ménages, le matériel agricole mécanisé par 12 %, et l'équipement pour activités non agricoles par 26 %. Ce profil suggère que les ménages dépendent principalement de l'agriculture à petite échelle, disposent largement de technologies de communication modernes, mais possèdent peu d'actifs agricoles productifs comme le bétail de grande taille ou l'équipement mécanisé.

Concernant l'équilibre de départ, la randomisation apparaît largement réussie, les groupes traitement et comparaison affichant des moyennes quasi identiques pour la plupart des catégories. Trois déséquilibres statistiquement significatifs apparaissent toutefois : le groupe traitement possède davantage de bétail de grande taille (8 % vs 5 %) et de petit bétail (43 % vs 34 %), tandis que le groupe comparaison possède légèrement plus de terres non agricoles (17 % vs 13 %), avec des différences standardisées allant de 0,11 à 0,18.

Les défis liés aux moyens de subsistance touchent à la fois les activités agricoles et non agricoles. L'agriculture est affectée par de fortes pluies, des sécheresses prolongées et des maladies des plantes (comme la maladie « swollen shoot » du cacao), qui réduisent fréquemment les récoltes, créent de l'incertitude et rendent difficile pour les familles de générer un revenu stable à partir de l'agriculture. La production de cacao est de plus en plus perçue comme peu fiable, et les répondants indiquent qu'ils cherchent d'autres sources de revenus (par exemple, le caoutchouc).

Figure 8. Propriété des biens par les ménages



Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Dans les activités non agricoles comme le commerce, les communautés font face à des marchés saturés, un manque de capital, des infrastructures insuffisantes et une faible demande en milieu rural, entraînant des ventes irrégulières.

Conditions de logement. La propriété du logement était très répandue : 95 % des ménages possédaient à la fois leur maison et leur terrain, et un peu plus de la moitié (52 %) avaient accès à l'électricité. Le bois était la principale source de combustible (86 %), avec une légère adoption de l'énergie solaire dans les ménages du groupe traitement (3 % T contre 0 % C, $p < 0,01$). En

termes de construction, les toits étaient majoritairement faits de matériaux solides (83 %), tandis que les murs étaient plus souvent en matériaux légers (53 %) et les sols en ciment (72 %).

WASH (l'eau, l'assainissement et l'hygiène). Globalement, 74 % des ménages déclaraient avoir accès à une source d'eau potable améliorée, mais 74 % ne traitaient pas leur eau, l'utilisation du chlore étant la méthode la plus courante parmi la minorité qui le faisait (16 %). Bien que 65 % des ménages disposent de toilettes améliorées, la majorité (51 %) partage ces installations avec d'autres ménages, soulevant des préoccupations d'hygiène et de confidentialité. Les infrastructures de lavage des mains étaient limitées : 64 % des ménages n'avaient pas de point de lavage des mains. Parmi ceux qui en avaient, les objets les plus courants étaient des seaux, des bidons ou des bouilloires (35 %). Parmi les installations observées, 65 % avaient de l'eau disponible et 63 % du savon (solide ou liquide), ce qui indique des lacunes dans l'accès constant à ces deux ressources. Il n'y avait pas de différences significatives entre les groupes traitement et comparaison pour la plupart des indicateurs WASH.

L'éducation, la littératie, et la numératie

Bien que les compétences des femmes en littératie en français soient limitées, elles semblent éprouver davantage de difficultés en lecture et en compréhension écrite qu'aux tâches de compréhension orale. De plus, la plupart rencontrent des difficultés avec des tâches arithmétiques telles que l'addition, la multiplication et la division.

Niveaux d'éducation

Le niveau de scolarisation contribue aux résultats modestes en littératie. Selon les auto-évaluations des femmes lors des FGD, la scolarité des adultes se concentre autour des premières années du primaire (CP1–CM2), avec peu de cas atteignant le premier cycle du secondaire et très peu le second cycle. Les obstacles rapportés à la scolarisation formelle incluent la distance jusqu'aux écoles (souvent 7–8 km), le coût d'opportunité du travail agricole et domestique, et les coûts directs et indirects de l'enseignement. Les infrastructures scolaires soulignent les défis géographiques d'accès à l'éducation formelle : les communautés du groupe traitement comptent significativement moins d'écoles primaires publiques (58 % contre 74 %, $p < 0,05$), mais légèrement plus d'écoles secondaires publiques (7 % contre 1 %, $p < 0,1$).

Des barrières de genre à l'éducation ont également été fréquemment mentionnées. Dans les données qualitatives, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de déclarer une scolarité limitée et une littératie plus faible. Les répondantes attribuaient cela à des normes persistantes qui dépriorisaient l'éducation des filles, à la charge combinée du travail domestique et du soin, à la honte ou la peur du ridicule, et dans certains contextes, à l'opposition du conjoint pour suivre des cours. Ces facteurs ont limité les possibilités perçues par les femmes d'améliorer leurs compétences en littératie et en numératie.

Comment avons-nous évalué les compétences en littératie ?

Nous avons évalué les compétences en littératie en français en administrant quatre modules :

- **Compréhension orale** – Compréhension du langage oral et vocabulaire (la capacité à comprendre la langue parlée).
- **Lecture de mots familiers** – Reconnaissance immédiate des mots et lecture globale (reconnaître automatiquement des mots connus).
- **Lecture de mots inventés** – Décodage phonologique/compétences phonétiques (la capacité à déchiffrer des mots inconnus en utilisant les relations entre lettres et sons).
- **Compréhension écrite** – Compréhension de lecture et construction du sens à partir du texte (intégration du décodage et de la compréhension orale pour comprendre un texte écrit).

Notre évaluation de la littératie s'appuie sur **des cadres théoriques bien établis** et des pratiques fondées sur des données probantes issues de la recherche en lecture. La structure de l'évaluation reflète directement la « Simple View of Reading » (Gough & Tunmer, 1986), qui pose que la compréhension de lecture résulte de deux composantes essentielles : le décodage (reconnaissance des mots) et la compréhension du langage. Les modules mesurent systématiquement les compétences de décodage à travers la connaissance des sons des lettres, la lecture de mots familiers et le décodage de pseudomots, tout en évaluant séparément la compréhension du langage à travers la compréhension orale, avant de tester l'intégration de ces compétences dans le module de compréhension écrite.

L'évaluation s'aligne également sur **les cinq composantes essentielles de la lecture** identifiées par le National Reading Panel (2000) — la conscience phonémique, le phonics, la fluidité, le vocabulaire et la compréhension — et intègre le modèle de la corde de lecture (Reading Rope) de Scarborough (2001), en mesurant à la fois les composantes de reconnaissance des mots et celles relevant de la compréhension du langage.

Les tâches spécifiques utilisées — incluant la fluidité de lecture orale avec des mots familiers, le décodage de pseudomots et la compréhension orale en tant que mesure distincte — représentent des méthodes d'évaluation reconnues internationalement, utilisées dans des outils tels que DIBELS (Dynamic Indicators of Basic Early Literacy Skills), EGRA (Early Grade Reading Assessment) et PIRLS (Progress in International Reading Literacy Study). Cela fait de notre approche une méthode rigoureuse, théoriquement solide et fondée sur des preuves pour mesurer le développement de la littératie.

Les femmes ont démontré des résultats modestes en littératie. En compréhension écoute, les répondantes ont correctement répondu à 52 % des questions portant sur une histoire écoutée (Figure 9). Les performances les plus faibles ont été observées dans les questions nécessitant le rappel d'informations numériques, comme identifier combien d'arbres avaient été plantés (36 %), ce qui souligne les difficultés à traiter et retenir des contenus numériques dans un

passage oral. Aucune différence significative n'a été observée entre les groupes traitement et comparaison pour cette tâche .

Texte d'Évaluation de la Compréhension Ecrite

"C'est le début de la saison des pluies. Fatimata veut planter des cacaoyers aujourd'hui. Les trous sont prêts pour la plantation des nouveaux arbres. Il fait chaud, le ciel est nuageux et le sol est encore humide à cause des pluies de la semaine dernière. Fatimata pense que c'est le moment idéal pour planter. Fatimata passe la journée à planter de nouveaux arbres sur le terrain de sa famille. Elle plante 25 nouveaux arbres. À la fin de la journée, elle est fière de son travail."

Figure 9. Résultats de La Compréhension Ecoute

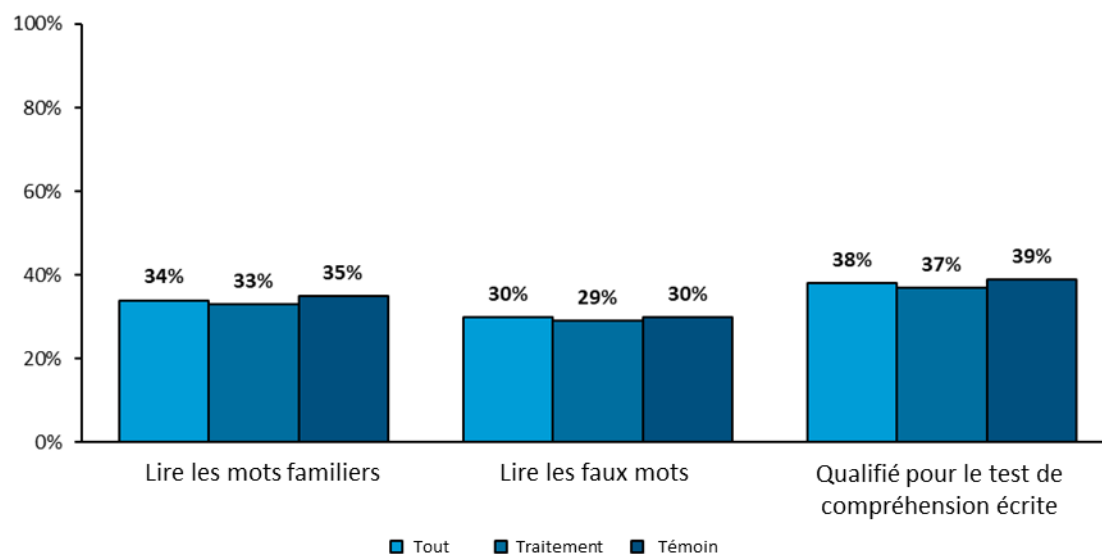


Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

En moyenne, les femmes ont tenté de lire de 14 à 16 mots en 5 minutes, soit environ trois mots par minute. Globalement, la lecture s'est révélée particulièrement difficile, avec des scores de 34 % pour la lecture de mots familiers et de 30 % pour la lecture de mots inventés (Figure 10). Les faibles performances moyennes reflètent deux groupes distincts dans les données : plus de la moitié de l'échantillon n'a pas pu lire la première ligne de mots familiers (56 %) ni de mots inventés (59 %). Toutefois, parmi celles qui ont correctement lu la première ligne, les performances se sont nettement améliorées, avec des scores moyens de 78 % (mots familiers) et 73 % (mots inventés).

Seules 38 % des participantes ont été admises à tenter le test de compréhension écrite (en obtenant plus de cinq réponses correctes en reconnaissance de mots). Leur score moyen aux questions de compréhension était de 58 %, ce qui souligne à la fois la progression limitée vers des tâches de littératie plus avancées et une capacité de compréhension modérée parmi celles qui ont passé le test.

Figure 10. Résultats au test de lecture de mots familiers et inventés



Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Les répondantes sont conscientes de leurs difficultés en littératie : dans les entretiens et groupes de discussion, elles évaluent leurs compétences en lecture et en écriture en français comme faibles à modérées. Elles jugent généralement leur compréhension orale plus forte que leur capacité d'expression. La signature de leur nom était courante, mais la composition de mots et de phrases était souvent décrite comme difficile, sujette aux erreurs ou limitée aux premières lettres.

Les femmes associaient largement les compétences en littératie et en numératie à l'autonomie personnelle et à la mobilité sociale, même parmi celles qui déclaraient un faible niveau de littératie. Les adultes exprimaient un intérêt soutenu pour la littératie fonctionnelle (lecture, écriture, mathématiques de base), certaines cherchant aussi des compétences en français oral et des compétences téléphoniques pour gérer transferts et communications.

Les téléphones portables sont apparus comme un autre facteur important de motivation pour améliorer les compétences en littératie. De nombreuses répondantes qualitatives reconnaissaient la valeur du téléphone pour l'argent mobile et les messages, mais les interfaces

écrites en français les amenaient souvent à dépendre de proches ou de points de service pour les opérations bancaires et les communications écrites. Ces attitudes suggèrent un fort potentiel d'intérêt pour des séances courtes et proches du quotidien, normalisant l'erreur et intégrant l'apprentissage dans les routines quotidiennes (marchés, activités AVEC).

Les compétences en numératie

Comment avons-nous évalué la numératie ?

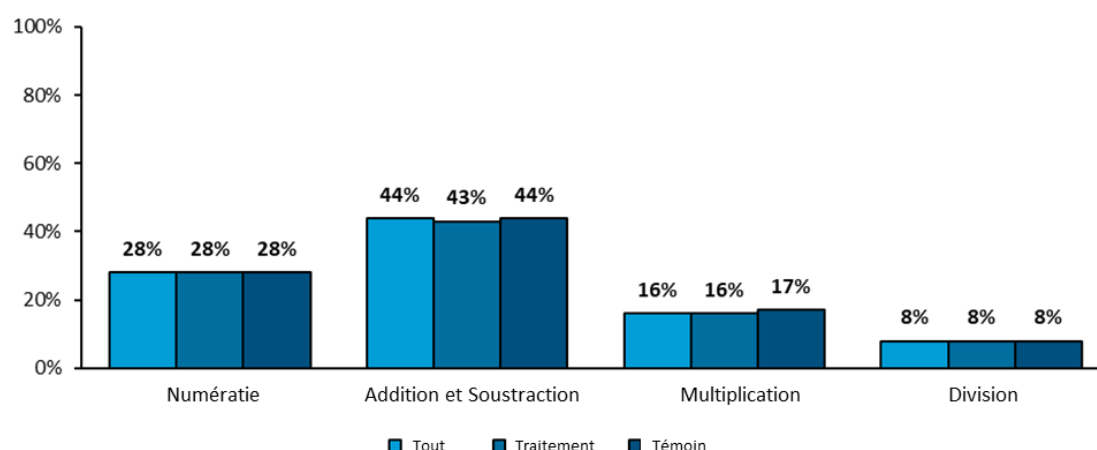
Le module de numératie évalue les compétences mathématiques de base au moyen d'un ensemble hiérarchique de **16 problèmes arithmétiques** de difficulté croissante. Les répondantes résolvent des problèmes portant sur les quatre opérations de base — addition, soustraction, multiplication et division — en commençant par des calculs à un chiffre (p. ex., $7+2$, $8-3$) et en progressant vers des opérations plus complexes à plusieurs chiffres (p. ex., $408+157$, $514-286$, 124×13 , $375 \div 15$).

Les répondantes peuvent utiliser leurs doigts, du papier et un crayon, ou faire le calcul mentalement pour résoudre les problèmes.

Cette structure progressive de difficulté permet de capturer un large éventail de compétences en numératie, allant du sens du nombre et de la fluidité arithmétique de base jusqu'à une compétence computationnelle plus avancée avec des nombres et opérations plus importants.

Dans l'ensemble, les femmes ont obtenu un score de 28 % dans la section consacrée au calcul (Figure 11). Les répondantes ont obtenu de meilleurs résultats dans les exercices d'addition et de soustraction (44 %) que dans ceux de multiplication (16 %) et de division (8 %).

Figure 11. Résultats aux tests de calcul



Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Les participants aux FGD et KII ont fréquemment décrit la numératie comme une nécessité pratique dans les contextes de marché, utilisant le calcul pour exercer des compétences clés de gestion, comme vendre et acheter, tenir des registres, gérer les finances et accéder aux services de mobile money et bancaires. Alors que les répondants ont souvent utilisé l'addition et la soustraction dans les transactions de marché, la multiplication/la division et les calculs en français présentaient des difficultés. Plusieurs informateurs ont souligné que reconnaître les chiffres et faire des calculs était plus facile dans les langues locales ; certains ont aussi mentionné l'usage sélectif de calculatrices ou de calculatrices téléphoniques pour combler les lacunes.

Contexte numérique et compétences

La majorité des femmes ont accès à des smartphones et les utilisent pour communiquer et pour les réseaux sociaux. Elles déclarent néanmoins manquer de compétences numériques et rencontrer des obstacles pour utiliser leur téléphone comme un outil productif.

Propriété des Smartphones

Un peu plus de 84 % des femmes de notre échantillon possèdent actuellement un smartphone. Soixante pour cent possèdent leur smartphone elles-mêmes, tandis que 24 % en sont copropriétaires avec quelqu'un d'autre. Environ 16 % des femmes ne possèdent pas de smartphone mais peuvent en emprunter un à un proche ou souhaitent en acquérir un dans les six prochains mois.

Selon les participantes aux groupes de discussion, il existe des différences entre posséder et partager un téléphone. Celles qui partagent un téléphone avec un membre de la famille ont un accès limité, seulement quelques fois par mois ou le soir après les tâches domestiques. Elles notent qu'il est plus difficile de développer des compétences numériques lorsqu'on partage un téléphone.

*« On m'a dit le coût du téléphone. Donc, je ne pouvais pas avoir l'argent tout d'un coup pour acheter. Donc, j'ai échangé avec le vendeur. Je lui ai dit : « **Est-ce que je peux payer petit à petit ?** » Il m'a dit qu'il n'y avait pas de souci. Donc, à chaque fois que je me déplace pour aller prendre ma marchandise, dans mon bénéfice, je peux enlever 5 000 francs, je dépose, je reviens, je vends, je compte mon argent, j'amène mon bénéfice, je peux retirer 10 000 francs. C'est comme ça que j'ai payé et j'ai pu tirer le téléphone. »*

-Membre d'une AVEC, Obié

Les groupes de discussion ont montré que la plupart des femmes disposant d'un smartphone l'ont acquis au cours des cinq dernières années. Beaucoup ont indiqué que leur téléphone leur avait été offert par un homme de la famille (fils, mari, frère), tandis que celles qui avaient acheté leur propre téléphone ont expliqué l'avoir payé en plusieurs fois, en économisant progressivement.

Bien que la plupart expriment un intérêt pour la possession d'un smartphone, le manque de compétences en littératie et en numérique, la connectivité limitée et la peur de perdre ou de casser le téléphone (risque sur un investissement) réduisent leur motivation à en acquérir un. Néanmoins, les participantes ont cité l'accessibilité financière comme le principal obstacle à l'achat d'un smartphone, les prix se situant entre 50 000 FCFA (90 USD) et 100 000 FCFA (180 USD). Dans une moindre mesure, certaines femmes — surtout les plus âgées — ont déclaré être satisfaites de leurs téléphones basiques et ne pas souhaiter posséder un smartphone.

Utilisation des smartphones

Dans l'ensemble, 79 % des femmes ont déclaré avoir utilisé un smartphone au cours du dernier mois (77 % dans le groupe traitement contre 80 % dans le groupe comparaison), avec en moyenne 24 jours d'utilisation sur 30. TikTok (51 %), WhatsApp (49 %) et les jeux (48 %) étaient les applications les plus populaires.

Les séances qualitatives ont confirmé que la plupart des adultes utilisent fréquemment leur smartphone (par exemple, quotidiennement), principalement via des interfaces audio-visuelles. En plus d'applications comme TikTok et WhatsApp, les appels vocaux et l'utilisation de la lampe intégrée étaient parmi les usages principaux. Un petit sous-groupe utilisait également l'appareil photo et la calculatrice, et effectuait parfois des recherches Google liées à l'école ou à des questions agricoles.

« Ceux qui ne sont pas allés à l'école utilisent principalement TikTok et WhatsApp. Même si elles ne savent pas lire mais font des notes vocales, elles apprécient utiliser ces applications, surtout pour échanger des audios et suivre les vidéos. »

-Participant au niveau régional, Hautassandra

La moitié des femmes interrogées avait effectué une transaction financière via téléphone au cours des trois derniers mois (47 % T contre 52 % C). Des prestataires de mobile money les plus utilisés par les enquêtées sont Orange Money (27 %) et MTN Money (21 %), tandis que moins de 8 % utilisaient des alternatives comme MOOV Money, Djamo Money ou des services

bancaires en ligne. Si beaucoup sont capables de comprendre les SMS signalant un transfert entrant, beaucoup moins envoient de l'argent elles-mêmes. Dans ces cas, les répondantes ont indiqué s'appuyer sur leurs enfants, leurs conjoints ou sur des agents de mobile money aux "cabines" ou "points". La mesure dans laquelle ces services sont accessibles varie selon les communautés, 60 % des localités enquêtées n'ayant aucun accès à des agents de mobile money (voir *Contexte des Services Communautaires* ci-dessous).

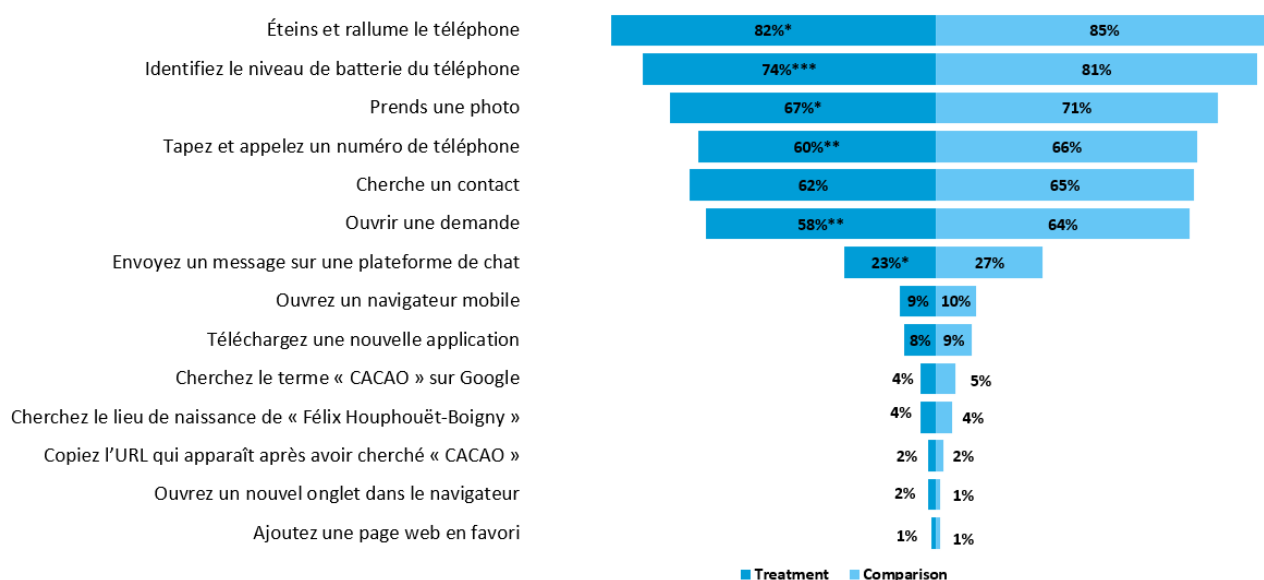
Dans les données qualitatives, les femmes adultes et les personnes âgées ont plus fréquemment rapporté compter sur des soutiens communautaires pour exécuter les transactions. Cette dépendance est souvent associée à des craintes liées à la sécurité pour ces répondantes (par exemple : risques de se faire rendre un montant incorrect ou de se faire voler le code PIN), ce qui favorise une préférence pour l'épargne en liquide et une hésitation à conserver des soldes sur mobile money.

Les utilisatrices non ou peu lettrées sont généralement limitées aux appels, à la lampe torche, aux notes vocales et aux tâches financières réalisées avec l'aide d'agents ou de proches, tandis que les utilisatrices plus lettrées ou plus confiantes sont davantage susceptibles de gérer elles-mêmes les transferts, de rechercher des informations, de coordonner des groupes et d'effectuer de petits paiements. Plusieurs jeunes hommes ont mentionné utiliser des applications de paris sportifs, qu'ils percevaient également comme une possibilité de revenu complémentaire. Les leaders et promotrices AVEC présentent un usage fonctionnel un peu plus avancé (ex. calculatrices, coordination de groupe), mais préfèrent encore souvent les points de retrait en personne.

Compétences numériques

La maîtrise du smartphone était plus faible dans le groupe traitement, en particulier pour des tâches telles que vérifier le niveau de batterie (74 % T contre 81 % C, $p < 0,01$), taper et appeler un numéro (60 % T contre 66 % C, $p < 0,05$), ouvrir une application (58 % T contre 64 % C, $p < 0,05$) et envoyer un message écrit (23 % T contre 27 % C, $p < 0,1$). Notamment, seulement 10 % de l'échantillon pouvait ouvrir un navigateur web, ce qui montre une maîtrise très faible de l'usage d'Internet (Figure 12).

Figure 12. Compétences numériques (traitement et moyenne comparative)



Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Dans les données qualitatives, environ la moitié des répondantes se déclaraient insatisfaites de leurs compétences numériques et souhaitaient acquérir des compétences supplémentaires. En plus des tests quantitatifs, nous avons aussi évalué les compétences qualitativement à travers un exercice d'observation, révélant que les participantes se sentaient dépassées face aux tâches plus complexes impliquant plusieurs menus, pages ou étapes de navigation (Figure 13).

Les femmes et les hommes restent toutefois motivés et ont exprimé un intérêt pour des tâches comme passer des appels, lire des messages, gérer le crédit téléphonique et le mobile money, faire du commerce en ligne et rechercher des informations sur Internet.

Figure 13. Évaluation qualitative des compétences numériques des femmes



Normes sociales liées au genre

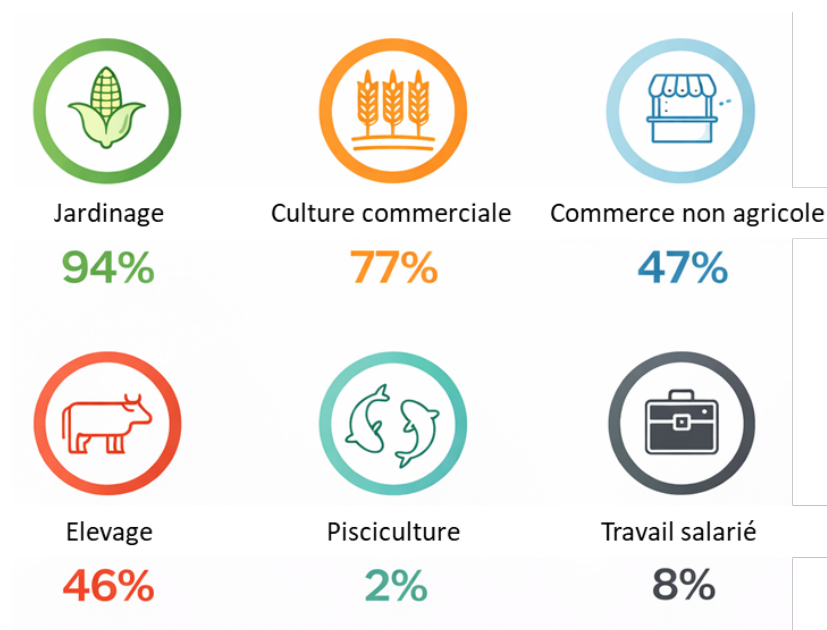
Les normes de genre liées à la mobilité, à l'usage du temps et aux moyens de subsistance montrent l'utilité d'un outil comme MousoBara, qui rejoint les femmes dans leurs espaces de travail et de vie avec des formations en littératie et en moyens de subsistance. Cependant, les normes de genre liées à l'usage du numérique par les femmes peuvent limiter l'accès digital et affecter l'adoption de l'application.

Mobilité et usage du temps. Les rôles de genre limitent généralement la mobilité des femmes, qui passent la plupart de leur temps à la maison ou autour du foyer, à gérer les tâches ménagères et à s'occuper des enfants. Les autres lieux où il est acceptable et fréquent pour elles de se rendre sont le marché et les champs. Les répondants ont noté que les hommes ont plus de liberté pour se déplacer dans le village et entre les villes pour leur travail et leurs loisirs.

Comme d'autres l'ont décrit dans le contexte ivoirien (Dioffo & Ouattara, 2020 ; Hugues, 2020), les participants dans les FGD ont souligné que les femmes font face à de nombreuses contraintes de temps. En plus des soins aux enfants et des tâches ménagères, elles sont traditionnellement censées travailler sur les terres familiales (par exemple, les plantations de cacao) ainsi que gérer leurs propres activités génératrices de revenus (par exemple, le commerce).

Normes économiques et de moyens de subsistance. Presque toutes les femmes de l'échantillon exercent au moins une activité productive (Figure 14). La plus courante est la culture vivrière, pratiquée par 94 % des femmes, suivie de la culture de rente à 77 %. Un peu moins de la moitié des femmes participent à des activités économiques non agricoles comme le petit commerce, tandis que moins de 10 % sont salariées. Ces tendances montrent que les contributions économiques des femmes sont multiples : si la culture vivrière destinée à la consommation du ménage est presque universelle, les femmes jouent aussi un rôle important dans la génération de revenus grâce à la production de cultures de rente et à des activités non agricoles.

Figure 14. Participation des Femmes dans des Activités Productives



Remarque : N = 1 514. Les observations sont regroupées au niveau de la communauté. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * p < 0,1 ; ** p < 0,05 ; *** p < 0,01.

La plupart des répondantes qualitatives estimaient que les femmes et les hommes ont les mêmes capacités économiques, mais que les femmes sont limitées par le manque d'épargne et d'accès au crédit pour saisir les opportunités. Les femmes étaient respectées pour leur esprit entrepreneurial et leur rapidité à agir sur les opportunités commerciales, mais elles reconnaissaient manquer de temps, d'épargne et de revenus pour créer des entreprises plus importantes.

Les hommes cultivent généralement des cultures de rente comme le cacao, le maïs, l'hévéa, le palmier à huile ou l'anacarde, tandis que les femmes se consacrent plutôt aux cultures destinées aux marchés locaux (par exemple, aubergine, manioc), au petit commerce et à la

restauration (par exemple, attiéké). Cette division genrée des activités est renforcée par l'accès à la terre et les contraintes de temps, vécus différemment par les hommes et les femmes. Dans la plupart des cultures en Côte d'Ivoire, la terre se transmet patrilinéairement.

« L'homme a une source de revenu. Une petite plantation de cacao ou d'hévéa qui peut lui permettre d'acheter un téléphone facilement. Mais la femme, elle n'a qu'à se débrouiller. Si l'homme ne lui donne pas, elle ne peut pas avoir de téléphone. » -Group Promoter, Tehiri

Parce que les secteurs dans lesquels les femmes travaillent et leurs contraintes de temps limitent leurs activités, les répondants notent que les entreprises des femmes sont généralement moins rentables que celles des hommes. Cela conduit les femmes à avoir des revenus limités et une faible capacité de remboursement si elles contractent un prêt.

Normes de genre liées au numérique. Il existe un décalage entre les jugements personnels des femmes et leurs perceptions des normes sociales concernant l'autonomie des femmes dans l'achat d'un smartphone. Les femmes présentent un biais de genre dans leurs propres opinions, montrant un niveau d'approbation significativement plus faible (7,8 points de pourcentage) lorsqu'une femme souhaite acheter un smartphone par rapport à un homme, quel que soit le scénario d'utilisation (Figure 15). Toutefois, ce biais disparaît entièrement lorsque les femmes imaginent ce que leurs maris ou leurs communautés penseraient : elles ne perçoivent aucune discrimination de ces sources externes. Cela suggère que les femmes intériorisent peut-être davantage des normes restrictives sur l'autonomie financière des femmes que ce qu'elles croient que les autres pensent réellement, ce qui peut conduire à une forme d'autocensure.

Comment avons-nous testé les normes numériques liées au genre ?

Nous avons exploré les normes et les attitudes liées au genre concernant l'utilisation et l'achat de smartphones à travers des vignettes. Nous avons divisé l'échantillon de manière aléatoire en trois scénarios hypothétiques dans lesquels une personne devait décider d'utiliser ou non ses économies pour acheter un smartphone, car celui-ci permettait :

- Scénario 1 : d'effectuer des virements bancaires grâce aux services bancaires mobiles.
- Scénario 2 : d'utiliser les réseaux sociaux et de discuter avec des amis.
- Scénario 3 : Il peut être utilisé pour apprendre à lire et à écrire.

Dans chaque scénario, nous avons divisé l'échantillon de manière aléatoire en deux moitiés : l'une où l'individu était une femme et l'autre où l'individu était un homme. Il y a au total 6 combinaisons de vignettes, deux par scénario. Nous avons ensuite demandé à nos répondants

leur avis sur l'opportunité pour l'individu d'acheter ou non le smartphone, ainsi que leur opinion sur ce qu'en penseraient leur conjoint et leur communauté.

La finalité de l'usage du smartphone est un facteur essentiel de légitimité, particulièrement pour le soutien perçu de l'entourage. Lorsque le smartphone est présenté comme un outil d'apprentissage de la lecture et de l'écriture plutôt que pour les réseaux sociaux, les femmes pensent que les maris seraient plus favorables (8,6 points de pourcentage de soutien en plus) et que les communautés approuveraient davantage (11,1 points de pourcentage). Le mobile banking augmente aussi le soutien perçu des maris, mais ne modifie pas de manière significative celui de la communauté. Fait important, ces justifications « productives » bénéficient autant aux hommes qu'aux femmes : il n'existe aucun effet d'interaction significatif, ce qui indique que les usages éducatifs ou financiers légitiment l'achat d'un smartphone quelle que soit la personne qui l'achète.

Figure 15. Résultats de la régression : les individus devraient dépenser leurs économies pour acheter un smartphone personnel Opinions perçues des femmes

	(1)	(2)	(3)
VARIABLES	Hers	Husband's	Community's
Femme	-0.078*	-0.005	-0.030
	(0.040)	(0.043)	(0.043)
Lire/Ecrire	0.041	0.086**	0.111***
	(0.041)	(0.044)	(0.041)
Services Bancaires Mobiles	0.046	0.079*	0.059
	(0.041)	(0.046)	(0.042)
Lire/Ecrire*Femme	0.025	-0.015	-0.050
	(0.053)	(0.055)	(0.058)
Services Bancaires Mobiles*Femme	0.016	-0.041	0.016
	(0.062)	(0.066)	(0.062)
Constante	0.617***	0.504***	0.497***
	(0.029)	(0.030)	(0.030)
Observations	1,514	1,514	1,514
R-carré	0.125	0.072	0.101

Remarque : Erreurs-types robustes au regroupement entre parenthèses. Effets fixes de région.

*** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Les données qualitatives révèlent des différences notables dans la manière dont hommes et femmes sont perçus dans leur utilisation du smartphone. Les téléphones sont généralement vus comme un outil de travail et de divertissement. Toutefois, l'usage du smartphone pour le divertissement est davantage associé aux femmes, surtout lorsqu'il s'agit de téléphones connectés à Internet.

« Elles [Les femmes] n'utilisent pas leur téléphone de manière productive. Elles préfèrent généralement télécharger des chansons et regarder des vidéos. La plupart d'entre elles ne voient pas encore l'utilité d'un téléphone au-delà de la musique ou des vidéos. » - Leader AVEC, Yedeke

En effet, les données quantitatives montrent qu'il y a une part de vérité dans les perceptions d'une utilisation des réseaux sociaux par les femmes : dans notre échantillon, les femmes utilisaient principalement leur téléphone pour accéder à TikTok, WhatsApp et aux jeux (voir Utilisation du smartphone). Les données qualitatives indiquent que TikTok et Facebook, en particulier, sont souvent perçus comme des distractions, une perte de temps et un usage non productif du téléphone. Certaines répondantes ont noté que le téléphone est l'une des rares sources de loisirs à leur disposition ; cependant, les attitudes négatives envers le loisir des femmes s'étendent au smartphone. Hommes et femmes rapportent que les femmes qui utilisent fréquemment leur téléphone pour le divertissement négligent la gestion du foyer, l'éducation des enfants et leurs activités économiques.

En raison de leur utilisation des réseaux sociaux, l'usage du smartphone par les femmes est parfois traité avec suspicion et méfiance par les membres de leur famille (mari, belle-famille), qui les soupçonnent de former des relations amoureuses extraconjugales en ligne. Des rumeurs de couples ayant divorcé à la suite d'allégations liées au smartphone et aux réseaux sociaux circulaient largement, certaines femmes — en particulier les plus âgées — citant cela comme une raison pour laquelle elles hésitent à passer à un téléphone connecté à Internet. Comme l'a exprimé un mari d'une membre AVEC à Tehiri : « Ce que je ne supporte pas, c'est quand les garçons commencent à leur envoyer des messages. Je n'aime pas ça du tout. »

Les faibles compétences numériques des membres de la famille peuvent contribuer à cette méfiance, car les accusations de cacher ou supprimer des photos et messages (des actions qui pourraient pourtant être vérifiées par un autre utilisateur) étaient fréquentes dans les récits de conflits liés au smartphone. Ainsi, renforcer les compétences numériques des familles et des

communautés peut être une étape importante pour permettre l'usage du smartphone par les femmes — même si cela peut, en parallèle, faciliter la surveillance de leur activité en ligne.

Le faible niveau de littératie et de compétences numériques des femmes joue un rôle important dans les perceptions de leur usage du numérique. De nombreux répondants reconnaissaient que les femmes étaient moins capables d'utiliser leur téléphone de manière « productive » (c'est-à-dire pour soutenir leurs activités économiques) en raison de leurs compétences plus faibles en littératie, en numératie et en outils numériques. Elles utilisent plutôt des applications audiovisuelles comme TikTok. Le manque de compétences en littératie et en numérique a conduit certaines femmes à déclarer peu d'intérêt à remplacer leur téléphone basique par un smartphone, affirmant qu'elles ne sauraient pas l'utiliser même si elles en avaient un.

Contexte des services communautaires

Bien que la connectivité numérique de base existe dans la majorité des communautés PRESEC, il existe peu d'autres appuis et services dans les domaines des services financiers, de l'enregistrement des entreprises et de la littératie.

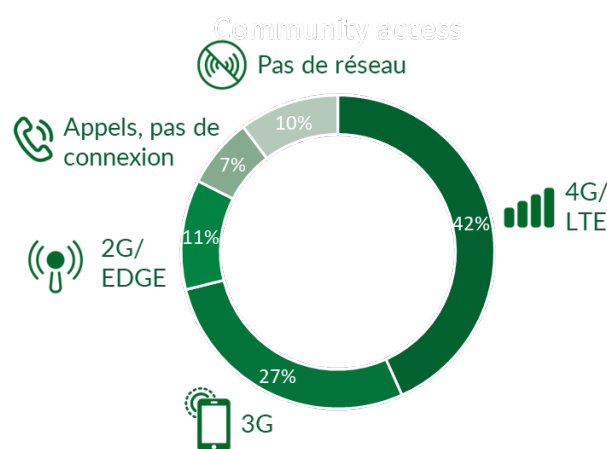
Infrastructures communautaires. Les communautés présentent un paysage mixte en matière d'infrastructures et de services. La plupart (80 %) déclarent disposer au moins d'une connexion 2G, mais la 3G est plus courante dans les zones de comparaison (19 % contre 35 %, $p < 0,05$; Figure 16).

L'électricité fournie par le réseau public atteint 43 % des communautés et alimente environ 74 % des ménages. Cinquante-neuf pour cent des communautés sont accessibles en véhicule motorisé toute l'année, bien que la majorité des routes (77 %) soient en terre, reflétant les défis d'infrastructure.

Services financiers et moyens de

subsistance. Malgré la présence de plusieurs institutions de microfinance (IMF) dans le sud de la Côte d'Ivoire, les répondants ont cité les AVEC de CARE comme principal soutien externe disponible dans leurs communautés. Seules 40 % des communautés ont accès à un agent de mobile money, et les banques (1 %) sont presque absentes. Les services de microfinance comme ceux de COOPEC, Baobab, MICROFEB

Figure 16. Connectivité des communautés



et ADVANS se trouvent principalement dans les grandes localités et sont moins accessibles aux populations rurales comme celles de notre échantillon.

Les IMF comme ADVANS proposent de plus en plus de services numériques pour répondre à ces besoins, mais les répondants ne semblaient pas connaître les services bancaires/IMF numériques. Cela s'explique peut-être par d'autres obstacles qui réduisent leur sentiment d'accessibilité. Par exemple, les répondants disaient penser que les IMF et banques ne sont utiles qu'à partir d'un certain niveau de revenu. Comme l'a déclaré une femme : « Après avoir vendu le cacao et avec mon commerce, on économise un peu, mais ce n'est pas beaucoup, donc on ne peut pas mettre ça dans une banque ou une microfinance. » À l'inverse, les AVEC encouragent l'épargne en petites sommes, un format plus accessible pour beaucoup.

Au-delà de la distance et des moyens, les attitudes vis-à-vis des services financiers constituent un autre obstacle clé. « [Les populations rurales] ont souvent peur des banques », selon un représentant d'ADVANS, qui a souligné que son institution reconnaît la nécessité de sensibilisation et d'éducation financière pour améliorer l'adoption de la microfinance en milieu rural.

Les AVEC constituaient, en revanche, une forme essentielle de soutien communautaire. Presque toutes les femmes de l'échantillon (99 %) étaient membres actives d'un groupe d'épargne, de crédit ou de microfinance, cotisant en moyenne une fois par cycle. La plupart (62 %) contribuaient entre 1 000 et 2 500 FCFA à chaque versement, et la majorité (77 %) avaient accumulé plus de 50 000 FCFA d'épargne individuelle. Les principales motivations pour participer incluent l'épargne collective (87 %), l'accès au crédit (66 %) et le soutien social et la cohésion (54 %). Lors du partage, la majorité prévoient d'utiliser leur épargne pour démarrer ou investir dans des activités non agricoles (59 %), puis dans des activités agricoles (24 %) et pour soutenir la scolarité des enfants (23 %).

Enregistrement des entreprises. Peu de communautés ont accès aux services d'enregistrement des entreprises (3 %). De plus, les femmes ont une compréhension limitée du processus et des avantages de l'enregistrement. Dans les groupes de discussion, beaucoup de femmes n'en avaient jamais entendu parler, tandis que celles qui en avaient une idée possédaient souvent des informations incorrectes. Par exemple, certaines pensaient que le gouvernement fournirait un soutien financier aux entreprises enregistrées.

Un représentant d'ADVANS a confirmé que l'enregistrement des entreprises peut se faire en ligne ou en personne, qu'il nécessite une carte d'identité et qu'il offre certains avantages aux entrepreneurs :

« Être juridiquement reconnu renforce aussi la crédibilité de l'entrepreneur. Il pourra bénéficier de certaines opportunités, de contrats publics ou privés. Pour moi, c'est vraiment essentiel pour un entrepreneur d'enregistrer son entreprise. »

Bien qu'il soit peu probable que les femmes cherchent spontanément à enregistrer leur entreprise, l'intervention MousoBara pourrait soutenir le développement de compétences numériques qui, combinées à une formation ciblée, pourraient aider les femmes à formaliser leurs activités.

Services d'alphabétisation des adultes. Actuellement, les services d'alphabétisation sont fournis par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique ainsi que le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE), qui gère des centres de formation dans tout le pays, y compris dans les régions où les données ont été collectées. Nous avons observé que le manque de temps, les petits frais (par exemple, paiements par séance), la peur de l'embarras, la distance aux centres et la pénurie de formateurs étaient les principaux obstacles à l'accès à une formation en alphabétisation.

Les femmes et les hommes exprimaient un désir de formation en littératie dans la mesure où cela les aiderait à soutenir leurs moyens de subsistance économiques. Un représentant départemental du MFFE l'a souligné également :

« Nous devons tenir compte du fait que les adultes sont déjà très occupés. Ils ne peuvent pas suivre un programme traditionnel comme celui proposé dans les écoles formelles... Il s'agit de mettre en place une alphabétisation fonctionnelle, directement liée à leurs activités quotidiennes, afin qu'elle soit vraiment utile. »

Le représentant a recommandé une formation en littératie spécifique à chaque secteur, par exemple en soutenant les besoins particuliers des petits exploitants agricoles, des commerçantes et des restauratrices.

Conclusion

Nous comparons les groupes traitement et contrôle au niveau de référence afin d'évaluer si la randomisation a permis d'obtenir un équilibre entre les résultats et les caractéristiques de base. La randomisation semble réussie : seuls quelques indicateurs montrent des différences statistiquement significatives entre les groupes, et ces différences ne sont pas substantiellement importantes ($< 0,2$ SMD). De plus, étant donné le grand nombre de tests statistiques effectués, il est attendu que certains résultats significatifs apparaissent simplement par hasard.

Ci-dessous, nous revenons sur les questions de recherche afin de présenter les conclusions issues des résultats de l'étude.

Quelles sont les compétences des membres féminines de AVEC en littérature et numératie ?

Alors que l'UNESCO (2021) estimait que 41 % des femmes et 54 % des hommes étaient alphabètes en Côte d'Ivoire, cette étude montre l'ampleur des difficultés rencontrées par les adultes dans les communautés rurales productrices de cacao. Plus de la moitié des femmes ne peuvent pas lire la première ligne de cinq mots familiers (56 %) ou inventés (59 %), ce qui se traduit par des scores moyens de 34 % pour la lecture de mots familiers et 30 % pour la lecture de mots inventés. Les femmes ayant de meilleures compétences de lecture (celles qui ont tenté au moins cinq mots dans chaque test) démontrent de meilleures capacités de reconnaissance de mots, mais elles lisent lentement — trois mots par minute — ce qui les place bien en dessous du niveau CP1 selon le curriculum ivoirien.

En numératie, les femmes obtiennent de meilleurs résultats en addition et soustraction, mais les scores restent faibles (44 %). Les résultats en multiplication (16 %) et en division (8 %) indiquent un besoin d'amélioration encore plus important.

Les données qualitatives montrent que les opportunités limitées d'accéder à l'éducation formelle ont contribué aux faibles performances en littérature, mais elles indiquent aussi que femmes et hommes sont fortement motivés à acquérir des compétences utiles à leurs activités économiques et à leur usage du numérique.

Quelles sont les compétences des membres féminines de AVEC en matière d'accès numérique, de compétences numériques et d'utilisation des services digitaux ?

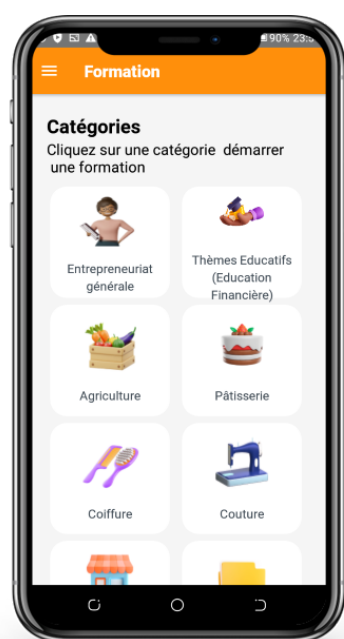
Les smartphones sont largement répandus : 84 % des femmes possèdent ou partagent un smartphone, et 79 % déclarent en avoir utilisé un dans les 30 derniers jours. Elles utilisent couramment leur smartphone pour accéder aux réseaux sociaux (ex. TikTok), communiquer, jouer, utiliser les fonctionnalités intégrées (ex. lampe torche), et réaliser des transactions via mobile money. Les opérateurs les plus utilisés étaient Orange Money (27 %) et MTN Money (21 %), et de nombreuses femmes ont indiqué dépendre d'agents de retrait ou de membres de leur famille pour effectuer les transferts.

Si la plupart des répondantes déclaraient savoir identifier le niveau de batterie (78 %) et taper et appeler un numéro (63 %), elles manquaient de compétences en envoi de messages écrits (23 %) et en ouverture d'un navigateur web (10 %). Le développement des compétences numériques pourrait soutenir l'adoption d'usages plus avancés du téléphone, permettant aux femmes d'utiliser cet outil de manière productive, en plus de son rôle de divertissement.

Quels sont les obstacles potentiels et les facteurs facilitants pour l'efficacité future de MoussoBara ?

Le principal obstacle identifié pour MoussoBara dans cette étude est l'ampleur des lacunes en littératie, en numératie et, dans une moindre mesure, en compétences numériques. Les scores modestes en lecture, en compréhension orale et en calcul indiquent que MoussoBara devra soutenir un large éventail de compétences pour atteindre ses objectifs dans ces domaines. Bien que cela soit un défi, l'application est bien conçue pour renforcer la reconnaissance des lettres, l'association sons-mots, l'enrichissement du vocabulaire et le calcul — tout en engageant les utilisatrices dans le développement de leurs compétences numériques.

Figure 17. Les Modules d'entrepreneuriat dans MoussoBara



Un niveau de compétence numérique de base est nécessaire pour utiliser MoussoBara (par exemple, ouvrir l'application, naviguer dans les modules), mais les résultats de l'étude montrent que des aidants informels sont souvent disponibles pour accompagner les débutantes lors des premières utilisations.

Un obstacle plus difficile à surmonter concerne les infrastructures numériques : bien que 80 % des communautés disposent d'au moins une connexion 2G, près de 20 % restent non connectées. L'application peut fonctionner hors ligne une fois téléchargée, mais il n'est pas clair si l'intérêt des femmes dépend de la connexion.

Les principaux facteurs facilitants de MoussoBara proviennent de sa conception comme outil d'apprentissage de compétences pratiques. Les femmes perçoivent l'achat d'un smartphone comme plus acceptable lorsqu'il est présenté comme un outil pour apprendre à lire et écrire ou pour le mobile banking. De plus, les femmes et les hommes semblent particulièrement

motivés par des outils d'alphabétisation qui soutiennent leurs activités économiques.

MoussoBara propose certains modules d'entrepreneuriat sectoriels (Figure 17) — bien que tous les secteurs ne soient pas encore développés — en plus des modules de littératie et de numératie, ce qui augmente la probabilité qu'il soit perçu comme un bon usage du temps et qu'il serve de justification à l'achat d'un smartphone.

En quoi MoussoBara complète-t-il les services existants pour les membres féminines de AVEC ?

Les AVEC fournissent un soutien essentiel aux moyens de subsistance dans les communautés PRESEC, où peu d'autres ONG ou organisations gouvernementales offrent des services directs.

L'accès à des services comme l'enregistrement d'entreprise, les services bancaires ou l'éducation de rattrapage nécessite souvent de se rendre dans des villes plus grandes, souvent via des routes en terre. Associée à la mobilité limitée et au peu de temps disponible pour l'apprentissage, cette isolation géographique renforce l'utilité d'opportunités d'apprentissage mobile comme MoussoBara.

AIR mènera une évaluation finale en 2026 afin d'évaluer l'impact de MoussoBara et d'en savoir plus sur les préférences et les expériences liées à l'application, fournissant ainsi davantage d'informations sur certains des sujets abordés dans le présent rapport.

Recommandations

Bien que MoussoBara réponde à de nombreux besoins de ses utilisatrices potentielles, les recommandations suivantes émergent des résultats de la ligne de base et peuvent soutenir l'adoption future et l'efficacité de l'outil. Nous les structurons selon les recommandations pour le déploiement de MoussoBara, pour la conception de l'application et pour le processus global de mise en œuvre.

Recommandations pour le déploiement de MoussoBara :

- Pour les utilisatrices vivant dans des communautés sans service Internet (17 %), mettre en avant la possibilité d'utiliser l'application hors ligne et encourager le téléchargement du contenu. Envisager de fournir des routeurs mobiles lors des réunions AVEC pour dépasser les barrières de coût Internet et faciliter le téléchargement.
- Envisager un déploiement de MoussoBara sur plusieurs sessions afin de couvrir des sujets tels que la manipulation du smartphone, la gestion des erreurs (par ex. comment naviguer lorsque l'on est bloqué), et la sécurité numérique (Herlitz & Harden, 2021). Par exemple, l'onboarding devrait développer des compétences de base comme ouvrir une application et trouver un contact, tout en promouvant de bonnes pratiques de sécurité (PIN), des normes « ne jamais partager les codes », et la vérification du solde après les transactions (Mazer et al., 2025).
- Associer le déploiement de MoussoBara à une formation sur des outils numériques spécifiques tels que l'enregistrement d'entreprise et le mobile banking pour soutenir l'utilisation pratique des compétences numériques et de littératie dans les moyens de subsistance.

Recommandations pour la conception de l'application :

- Associer les exercices de compréhension écrite à des problèmes mathématiques (par ex. lire un court passage puis répondre à une question de calcul) pour offrir un double bénéfice et renforcer la numératie.
- Développer du contenu intégré sur les compétences et services numériques pour aider les utilisatrices à maîtriser les environnements numériques et accéder à des services pratiques. Des modules supplémentaires devraient inclure des contenus sur la sécurité numérique ou la capacité à identifier et évaluer les risques liés aux activités en ligne (Herlitz & Harden, 2021).
- Alimenter tous les modules sectoriels d'entrepreneuriat avec du contenu interactif et adapté aux activités de subsistance.

Recommandations pour les processus plus larges de mise en œuvre :

- S'engager les IMF au déploiement de MousoBara afin d'augmenter l'adoption de l'application, par exemple en mobilisant les agents de microfinance pour assurer des formations et référer de nouvelles utilisatrices vers l'application.
- Faciliter des activités sociales pour motiver l'adoption et l'achèvement des modules. Cela pourrait inclure des cérémonies communautaires de remise de certificats pour celles qui complètent tous les modules de littératie, tous les modules d'entrepreneuriat ou soumettent un plan d'affaires viable.
- Fournir aux promoteurs des groupes AVEC et aux agents terrain CARE des mises à jour régulières sur le suivi MousoBara (par exemple, achèvement des modules d'alphabétisation, de calcul et d'entrepreneuriat) afin qu'ils puissent apporter leur soutien et assurer le suivi sur le terrain.
- Mener des tests d'utilisabilité afin que les utilisatrices ciblées puissent donner un retour direct sur les bugs de l'application et suggérer des modifications de l'interface pour améliorer l'accessibilité.

References

- Abadie, A., Athey, S., Imbens, G. W., Wooldridge, J. W. (2023). When Should You Adjust Standard Errors for Clustering?. *The Quarterly Journal of Economics*, 138(1), pp. 1–35. <https://doi.org/10.1093/qje/qjac038>
- Ali, A., Raza, A. A., & Qazi, I. A. (2023). Validated digital literacy measures for populations with low levels of internet experiences. *Development Engineering*, 8. <https://doi.org/10.1016/j.deveng.2023.100107>
- Arnold, J. (2020). *Digitizing Savings Groups: Evidence from Tanzania*. Washington, DC: The International Center for Research on Women.
- Assielou, N. G., & Bourgault, M. (2024). Critical factors inhibiting information and communication technology (ICT) adoption in Côte d'Ivoire: a study of small and medium enterprises (SMEs) in metropolitan Abidjan. *International Journal of Technology, Policy and Management*, 24(1), pp. 19-49. DOI: 10.1504/IJTPM.2024.10055762
- CARE. (n.d.a). *The importance of Village Savings and Loans Associations*. CARE International. <https://www.care-international.org/what-we-do/womens-economic-justice/village-savings-and-loans-associations>
- CARE. (2023). *Beyond the Box: Village Savings and Loan Association, Annual Report 2023*. CARE. <https://www.care.org/news-and-stories/resources/beyond-the-box-fy23-global-vsla-annual-report/>
- Dioffo, B. S., & Ouattara, M. (2020). *Analyse genre dans les régions cacaoyères de Côte d'Ivoire : Revue documentaire pour le projet IRGECC*. CARE International.
- Gough, P. B., & Tunmer, W. E. (1986). Decoding, reading, and reading disability. *Remedial and Special Education*, 7(1), 6-10. <https://doi.org/10.1177/074193258600700104>
- GSMA. (2017, April). *Connected women: Mapping the mobile money gender gap: Insights from Côte d'Ivoire and Mali*. GSMA. <https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/wp-content/uploads/2017/04/Mapping-the-mobile-money-gender-gap-Insights-from-Cote-d%E2%80%99Ivoire-and-Mali.pdf>

- GSMA. (2023). *The state of mobile internet connectivity 2023*. GSMA. <https://www.gsma.com/r/somic/>
- GSMA. (2024). *The mobile gender gap report 2024*. GSMA. <https://www.gsma.com/r/gender-gap/>
- Herlitz, L., & Harden, A. (2021). *Can the use of technology help to reduce social isolation and loneliness? An in-depth study of digital inclusion projects for older people before and during the COVID-19 pandemic*. Institute for Connected Communities, University of East London; City, University of London.
- Hugues, K. K. (2020). Sustainability in the Cocoa Production Chain in Côte d'Ivoire: Schooling, Women Empowerment and Household Living Condition. *Open Journal of Social Sciences*, 8, 191-208. <https://doi.org/10.4236/jss.2020.88017>
- Innovations for Poverty Action (IPA). (2019). *Building resilience through financial inclusion: A review of existing evidence and knowledge gaps*. IPA. Financial Inclusion Program. <https://poverty-action.org/sites/default/files/publications/Building-Resilience-through-Financial-Inclusion-English.pdf>
- Kaba, B. & Meso, P. (2022). Socioeconomic status and digital inequality: lessons from Cote D'Ivoire. *Information Technology for Development*, 28(2), pp. 397-419. <https://doi.org/10.1080/02681102.2021.1962234>
- Karakara, A. A.-W., Daudu, A. K., & Koomson, I. (2024). Digital Literacy and Financial Inclusion Among Smallholder Farmers: Exploring Gender Dichotomy in Cote d'Ivoire and Nigeria. In I. Koomson and R. A. Villano (eds.), *Financial Inclusion and Sustainable Rural Development*, Sustainable Development Goals Series. https://doi.org/10.1007/978-981-97-6132-6_9
- Mazer, R., Bird, M., Kamwesigye, A., & Massie, J. (2025, March 28). How interactive storytelling is protecting Ugandans from mobile money fraud. Innovation for Poverty Action. <https://poverty-action.org/how-interactive-storytelling-protecting-ugandans-mobile-money-fraud>
- National Reading Panel. (2000). *Teaching children to read: An evidence-based assessment of the scientific research literature on reading and its implications for reading instruction*. National Institute of Child Health and Human Development. <https://www.nichd.nih.gov/publications/pubs/nrp/smallbook>

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2022). *Institutions sociales et égalité femmes-hommes en Côte d'Ivoire: Rapport pays SIGI*. OECD.
<https://doi.org/10.1787/169fd5da-fr>

Scarborough, H. S. (2001). Connecting early language and literacy to later reading (dis)abilities: Evidence, theory, and practice. In S. B. Neuman & D. K. Dickinson (Eds.), *Handbook of early literacy research* (Vol. 1, pp. 97-110). Guilford Press.

UNESCO. (2019). *I'd blush if I could: Closing gender divides in digital skills through education*. UNESCO and EQUALS Skills Coalition.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367416>

UNESCO. (2021). *Global Alliance for Literacy country profiles: Côte d'Ivoire*. UNESCO Institute for Lifelong Learning.
<https://www.uil.unesco.org/sites/default/files/medias/files/2022/03/GAL%20Country%20profile%20-%20Co%CC%82te%20d%27Ivoire.pdf>

UNESCO. (2022). *Citizenship education: Empowering adults for change* [Fifth global report on adult education and learning]. UNESCO Institute for Lifelong Learning.
<https://www.uil.unesco.org/en/grale5>

UNESCO. (2024). *Cote d'Ivoire: Education country brief*. UNESCO International Institute for Capacity Building in Africa. <https://www.iicba.unesco.org/en/node/78>

Appendice A. Informations complémentaires sur la méthodologie

Méthodologie quantitative

Notre approche quantitative évalue les impacts causaux du programme MousoBara à l'aide d'un essai contrôlé randomisé en grappes (cluster Randomized Controlled Trial). L'échantillon de l'évaluation est composé de 150 communautés réparties dans 10 régions du sud de la Côte d'Ivoire. La moitié des communautés a été assignée de manière aléatoire au groupe de traitement, et l'autre moitié au groupe de comparaison. La randomisation est stratifiée par région, afin de garantir que des communautés aux caractéristiques similaires soient réparties de façon équilibrée entre les groupes de traitement. Au moment du baseline, nous avons interrogé 1 514 femmes au total, soit environ 10 femmes par communauté (voir Tableau A-1).

Tableau A-1 : Échantillon quantitatif

Région	Nombre de communautés de traitement	Nombre de communautés de comparaison	Nombre de femmes dans le groupe de traitement	Nombre de femmes dans le groupe de comparaison
Gbokle	11	11	110	113
Goh	10	10	101	100
Guemon	4	4	40	40
Haut Sassandra	5	5	50	50
Indenie Djuablin	5	5	54	52
Loh-Djibouah	9	9	90	90
Marahoue	7	7	71	70
Nawa	6	8	60	80
San Pedro	13	13	130	131
Tonkpi	4	4	42	40
Ensemble	74	76	748	766

Les femmes ont répondu à une enquête multi-thématique couvrant, entre autres, les caractéristiques démographiques individuelles et des ménages, la production agricole, le capital

productif, l'accès au crédit, ainsi que les activités économiques et l'entrepreneuriat. Nous avons également examiné les normes de genre liées à l'utilisation des smartphones à l'aide de vignettes. En outre, au cours de l'administration de l'enquête, nous avons évalué les compétences numériques, le niveau d'alphabétisation en français et les compétences en numératie des femmes. Les détails de ces modules d'évaluation sont présentés dans la section Résultats de l'étude.

Méthodologie qualitative

Notre approche qualitative a complété les données quantitatives en examinant les facteurs sociaux, culturels et liés à la mise en œuvre qui peuvent influencer l'adoption et l'efficacité de MousoBara. La collecte de données qualitatives a couvert six communautés réparties dans les régions productrices de cacao où PRESEC est mis en œuvre (voir Tableau A-2). Nous avons utilisé des discussions de groupe (DG), des entretiens profonds (EP), des observations et des entretiens avec des informateurs clés (EIC) comme méthodes qualitatives principales. Au total, nous avons mené 12 DG, 31 EIC, 12 EP et 12 observations, comme indiqué dans le Tableau A-3.

Tableau A-2 : Sites d'échantillonnage pour la collecte de données qualitatives

Région	Communauté
Gbokle	Dahiri
Goh	Tehiri
Haut Sassandra	Belleville
Loh-Djibouah	Obié
Marahoue	Gbalibonou
San Pedro	Yedeke

Tableau A-3 : Échantillon qualitatif

Participant	Outil	Nombre
Communautés		
Membres des AVECs	DG	6 (1 par communauté)
Familles des membres des AVECs	DG	6 (1 par communauté)
Membres des AVECs (alloènes and autochtones)	EP + Observation	12 (2 par communauté)
Parties Prenantes		
Femmes leaders des AVECs	EIC	6 (1 par communauté)
Promoteurs de groupes	EIC	6 (1 par communauté)

Agents Terrains de CARE	EIC	3 (1 par région)
Les autorités traditionnelles ou leaders locales	EIC	6 (1 par communauté)
Représentants de l'administration départementale – IFEF ou DAAJE	EIC	3
Représentants de l'administration nationale - MFFE (2), DAAJE (1)	EIC	3
CARE	EIC	3
Prestataires des services financiers (e.g., Advans, Ecobank)	EIC	1
Ensemble : 12 DG, 31 EIC, 12 EP, et 12 observations		

Les discussions de groupe (DG) rassemblent six à huit participant(e)s qui partagent leurs points de vue dans un format semi-structuré, sous forme de discussion. Ce dispositif est particulièrement adapté pour saisir à la fois les convergences et les divergences de perspectives au sein d'un groupe de pairs d'une même communauté. Nous avons mené 12 DG au moment du baseline et 12 au moment de l'endline : six avec des femmes membres d'AVEC, et six avec des membres de leurs familles (par exemple, les maris ou les belles-mères).

Dans cette étude de baseline, les DG ont exploré les forces et les besoins des participant(e)s en lien avec l'alphabétisation, l'inclusion numérique et les moyens de subsistance, ainsi que les normes sociales relatives au genre, à l'usage du numérique et à l'apprentissage des adultes. À l'endline, les DG porteront sur ces mêmes thématiques, ainsi que sur les expériences de mise en œuvre du programme par les femmes et sur les impacts perçus associés à MousoBara.

Lors des DG avec les membres des familles, la méthodologie a porté plus spécifiquement sur leur compréhension de MousoBara et sur l'identification d'éventuels changements introduits par l'intervention au sein des dynamiques du ménage, de la famille et de la communauté. Nous avons également exploré l'accès aux téléphones mobiles au sein du ménage et les pratiques de partage de téléphone, CARE ayant indiqué que de nombreuses femmes empruntent le téléphone d'un membre de leur famille pour utiliser MousoBara. Cette approche s'appuie sur des éléments anecdotiques recueillis en Côte d'Ivoire, selon lesquels le partage des téléphones peut générer des tensions conjugales. Étant donné que l'utilisation accrue du téléphone par les femmes peut accroître la demande pour cet outil, il était important d'examiner si cela avait entraîné une augmentation des conflits conjugaux (GSMA, 2017).

En complément des DG, nous avons mené 12 entretiens profonds (EP) avec des membres d'AVEC utilisant MousoBara, afin de recueillir leurs expériences individuelles avec l'outil. Ces IDI ont permis de collecter des informations détaillées au niveau individuel et constituent un

format particulièrement adapté à l’exploration de sujets sensibles et/ou d’informations très descriptives liées à l’expérience propre de chaque participante au sein du programme.

Alors que les DG avec les membres d’AVEC incluait un mélange de femmes allogènes et autochtones, conformément à la composition des AVEC, nous avons procédé à un échantillonnage raisonné pour les EP, en sélectionnant six femmes allogènes et six femmes autochtones dans chaque communauté. Ces entretiens ont couvert des thématiques telles que les forces et les besoins des participantes en matière d’alphabétisation, d’inclusion numérique et de moyens de subsistance, ainsi que les normes sociales liées au genre, à l’usage du numérique et à l’apprentissage des adultes. Nous avons également analysé la manière dont le statut migratoire interagit avec ces dimensions. À l’endline, nous examinerons si ces dynamiques ont évolué dans le temps, à mesure que les femmes ont développé leurs compétences en alphabétisation, en numératie et en gestion financière grâce à MousoBara. Par exemple, si les femmes allogènes voient leurs revenus augmenter avec l’appui de MousoBara et des AVEC, ces changements pourraient accroître la concurrence pour certaines ressources (comme la terre) au sein de la communauté et exacerber les tensions entre populations allogènes et autochtones.

Les EP comprenaient également une composante d’observation, au cours de laquelle nous avons observé l’interaction de chaque utilisatrice avec son téléphone et l’application MousoBara (Ali et al., 2023). Ces observations nous ont permis de mieux comprendre les compétences numériques des participantes et de trianguler ces observations avec leurs déclarations. Les observations reposaient sur une liste de tâches (par exemple : saisir un numéro de téléphone, ouvrir l’application MousoBara, acheter du crédit téléphonique) que les participantes devaient réaliser devant les enquêtrices et enquêteurs. Cette phase était suivie de quelques questions portant sur leur niveau de confort et de confiance dans l’exécution de ces tâches. Les enquêteurs ont également consigné leurs observations qualitatives, notamment le temps nécessaire pour accomplir les tâches ou les commentaires formulés par les participantes au cours de l’exercice.

Enfin, nous avons mené des entretiens avec des informateurs clés (EIC) auprès des principales parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de MousoBara, notamment les animateurs et superviseurs des groupes AVEC, les responsables de groupes, les autorités communautaires, les agents de ministères clés, le personnel de CARE ainsi que des prestataires de services financiers. Les KII ciblaient des personnes disposant de connaissances privilégiées sur la mise en œuvre du programme, le contexte communautaire ou d’autres thématiques pertinentes, et visaient à explorer les perceptions de l’intervention depuis des points de vue spécifiques.

Au baseline, les EIC ont permis de comprendre les perceptions et normes communautaires relatives à l’alphabétisation et à l’e-alphabétisation, ainsi que d’examiner dans quelle mesure MousoBara avait pris en compte ces éléments dans la conception et la mise en œuvre du programme. À l’endline, les KII porteront sur l’efficience et l’efficacité de la mise en œuvre, les impacts perçus de MousoBara, ainsi que sur les perspectives de pérennisation et de passage à l’échelle du programme.

Pour analyser les données issues des DG, des EP, des observations et des EIC, nous avons codé les transcriptions et notes qualitatives dans NVivo, en nous appuyant sur les concepts clés de la théorie du changement (ToC) ainsi que sur les thèmes émergents issus des données. Nous avons analysé la fréquence des réponses afin d’identifier les principales tendances en lien avec les questions de recherche. Tant au baseline qu’à l’endline, nous procédons à une triangulation des résultats qualitatifs et quantitatifs et validons les conclusions en concertation avec les membres de l’équipe basée en Côte d’Ivoire et le groupe consultatif, afin de garantir une interprétation contextualisée des résultats.

Détails du travail de terrain

Le travail de terrain pour l’évaluation de référence du programme Mouso Bara s’est déroulé entre le 23 juin et le 10 juillet 2025. La collecte des données quantitatives a eu lieu sur l’ensemble de cette période dans dix régions, tandis que la collecte des données qualitatives s’est déroulée entre le 23 juin et le 2 juillet 2025 dans six régions sélectionnées. Toutes les activités de collecte de données ont été menées conformément aux protocoles établis et aux lignes directrices éthiques, tels que décrits à la section Approbation éthique de la recherche.

Le travail de terrain a été mis en œuvre par une équipe utilisant une approche mixte, composée de personnel chargé de la collecte de données quantitatives et qualitatives. L’équipe quantitative comprenait 27 enquêteurs, organisés en équipes dirigées par des chefs d’équipe désignés, tandis que l’équipe qualitative était composée de 5 modérateurs répartis en deux équipes. Les activités de terrain ont été réalisées sous la supervision du personnel d’AIR et de CARE Côte d’Ivoire, avec un encadrement assuré par l’équipe de gestion du projet et de coordination du terrain. Les chefs d’équipe étaient responsables du respect des protocoles de collecte de données, des normes éthiques et du contrôle qualité en temps réel tout au long de la période de travail de terrain.

La formation des enquêteurs s’est déroulée sur quatre jours, du 16 au 19 juin 2025, lors de sessions en présentiel organisées à Abidjan. L’ensemble des enquêteurs quantitatifs et des modérateurs qualitatifs a participé à une session introductive commune, suivie de formations

spécialisées distinctes. La formation a porté sur les objectifs de l'étude, l'éthique de la recherche, les procédures de consentement éclairé, l'examen détaillé des outils de collecte de données ainsi que des exercices pratiques de jeux de rôle. Les enquêteurs ont également été formés à l'utilisation des outils numériques de collecte de données et ont pris part à un exercice pilote supervisé afin de consolider les acquis et de garantir leur préparation au déploiement sur le terrain.

Appendice B. Tableaux d'équilibre

Ci-dessous, nous présentons les tableaux d'équilibre pour l'étude, constatant que la randomisation a globalement été réussie : seuls quelques indicateurs affichent des différences statistiquement significatives entre les groupes, et ces écarts ne sont pas substantiellement importants ($< 0,2$ SMD).

Caractéristiques de base

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble		Traitement	Comparaison	
Chef de ménage féminin	0.13	0.14	0.12	0.03	1 514
	(0.34)	(0.34)	(0.33)	[0.05]	
Chef de ménage conjoint(e)	0.77	0.75	0.79	-0.08	1 514
	(0.42)	(0.43)	(0.41)	[0.05]	
Nombre total de membres du ménage	9.01	9.00	9.03	-0.01	1 514
	(4.85)	(4.88)	(4.83)	[0.07]	
Nombre total de membres du ménage âgés de 6 ans et plus	7.37	7.34	7.40	-0.02	1 514
	(3.92)	(3.96)	(3.88)	[0.06]	
Nombre de membres du ménage âgés de 5 ans ou moins	1.64	1.66	1.62	0.01	1 514
	(1.68)	(1.71)	(1.65)	[0.07]	
Nombre de membres du ménage âgés de 6 à 14 ans	2.49	2.43	2.56	-0.07	1 514
	(1.85)	(1.76)	(1.94)	[0.06]	
Nombre de membres du ménage âgés de 15 à 64 ans	4.53	4.57	4.49	0.03	1 514
	(2.64)	(2.77)	(2.50)	[0.06]	
Nombre de membres du ménage âgés de 65 ans ou plus	0.35	0.35	0.35	-0.01	1 514
	(0.67)	(0.68)	(0.66)	[0.06]	
Membres du ménage âgés de 15 à 64 ans : hommes (nombre)	2.21	2.29	2.14	0.09	1 514
	(1.59)	(1.71)	(1.47)	[0.06]	

Membres du ménage âgés de 15 à 64 ans : femmes (nombre)	2.32	2.28	2.35	-0.05	1 514
	(1.51)	(1.49)	(1.52)	[0.06]	
Membres du ménage âgés de 5 ans ou moins : garçons	0.53	0.53	0.53	0.00	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.06]	
Membres du ménage âgés de 5 ans ou moins : filles	0.53	0.52	0.54	-0.04	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.05]	
Membres du ménage âgés de 6 à 14 ans : garçons	0.70	0.69	0.72	-0.07	1 514
	(0.46)	(0.46)	(0.45)	[0.05]	
Membres du ménage âgés de 6 à 14 ans : filles	0.70	0.71	0.69	0.04	1 514
	(0.46)	(0.46)	(0.46)	[0.05]	
Membres du ménage âgés de 15 à 64 ans : hommes (part)	0.95	0.94	0.95	-0.05	1 514
	(0.23)	(0.24)	(0.21)	[0.06]	
Âge du/de la répondant(e)	40.70	40.69	40.71	-0.00	1 514
	(11.24)	(11.42)	(11.08)	[0.07]	
Répondant(e) âgé(e) de 18–24 ans	0.06	0.07	0.05	0.07	1 514
	(0.24)	(0.25)	(0.22)	[0.05]	
Répondant(e) âgé(e) de 25–34 ans	0.25	0.24	0.25	-0.02	1 514
	(0.43)	(0.43)	(0.44)	[0.06]	
Répondant(e) âgé(e) de 35–44 ans	0.34	0.33	0.35	-0.04	1 514
	(0.47)	(0.47)	(0.48)	[0.05]	
Répondant(e) âgé(e) de 45–54 ans	0.23	0.23	0.23	0.01	1 514
	(0.42)	(0.42)	(0.42)	[0.06]	
Répondant(e) âgé(e) de 55–64 ans	0.10	0.10	0.10	0.00	1 514
	(0.30)	(0.30)	(0.30)	[0.05]	
Répondant(e) âgé(e) de 65 ans et plus	0.02	0.03	0.02	0.03	1 514
	(0.15)	(0.16)	(0.15)	[0.05]	
Personne 2 : sexe féminin	0.04	0.04	0.03	0.08	1 318
	(0.19)	(0.20)	(0.17)	[0.06]	
Personne 2 : âge	50.67	51.02	50.33	0.06	1 318

	(12.24)	(12.19)	(12.29)	[0.06]	
Personne 2 : 18–24 ans	0.00	0.00	0.00	0.08	1 318
	(0.04)	(0.06)	(0.00)	[0.06]	
Personne 2 : 25–34 ans	0.07	0.06	0.08	-0.07	1 318
	(0.25)	(0.24)	(0.27)	[0.05]	
Personne 2 : 35–44 ans	0.27	0.26	0.28	-0.04	1 318
	(0.44)	(0.44)	(0.45)	[0.06]	
Personne 2 : 45–54 ans	0.30	0.31	0.28	0.07	1 318
	(0.46)	(0.46)	(0.45)	[0.06]	
Personne 2 : 55–64 ans	0.21	0.20	0.22	-0.04	1 318
	(0.41)	(0.40)	(0.41)	[0.06]	
Personne 2 : 65 ans et plus	0.16	0.17	0.15	0.05	1 318
	(0.37)	(0.37)	(0.36)	[0.06]	
Personne 2 a été scolarisée	0.52	0.50	0.53	-0.07	1 318
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.07]	
Personne 2 : a fréquenté partiellement l'école primaire	0.39	0.40	0.39	0.02	679
	(0.49)	(0.49)	(0.49)	[0.08]	
Personne 2 : a achevé l'école primaire	0.15	0.14	0.16	-0.07	679
	(0.36)	(0.35)	(0.37)	[0.07]	
Personne 2 : a fréquenté partiellement le secondaire	0.30	0.32	0.29	0.07	679
	(0.46)	(0.47)	(0.46)	[0.08]	
Personne 2 : a achevé le secondaire ou plus	0.11	0.08	0.13	-0.13*	679
	(0.31)	(0.28)	(0.33)	[0.07]	
Ethnie : Akan	0.51	0.53	0.49	0.10	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.12]	
Ethnie : Mandé	0.13	0.11	0.16	-0.16*	1 514
	(0.34)	(0.31)	(0.36)	[0.08]	
Ethnie : Voltaïque (Gur)	0.21	0.23	0.19	0.11	1 514
	(0.41)	(0.42)	(0.39)	[0.10]	
Ethnie : Krou	0.11	0.08	0.13	-0.16	1 514
	(0.31)	(0.27)	(0.33)	[0.12]	

Marié(e) ou en union libre	0.87	0.87	0.87	0.00	1 514
	(0.33)	(0.33)	(0.33)	[0.05]	
Divorcé(e)/Séparé(e)	0.03	0.02	0.03	-0.05	1 514
	(0.16)	(0.15)	(0.17)	[0.05]	
Veuf/Veuve	0.06	0.05	0.06	-0.04	1 514
	(0.23)	(0.22)	(0.24)	[0.05]	
Langue première : français	0.04	0.04	0.05	-0.08	1 514
	(0.20)	(0.19)	(0.22)	[0.06]	
Langue première : baoulé	0.43	0.45	0.42	0.08	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.49)	[0.11]	
Langue première : moré	0.15	0.19	0.11	0.21**	1 514
	(0.36)	(0.39)	(0.31)	[0.10]	
Langue parlée à la maison : français	0.04	0.04	0.05	-0.08	1 514
	(0.20)	(0.19)	(0.22)	[0.06]	
Langue parlée à la maison : baoulé	0.45	0.47	0.43	0.09	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.12]	
Langue parlée à la maison : moré	0.15	0.19	0.11	0.21**	1 514
	(0.36)	(0.39)	(0.31)	[0.10]	
Langue parlée au marché : français	0.78	0.78	0.78	-0.01	1 514
	(0.41)	(0.42)	(0.41)	[0.06]	
Langue parlée au marché : baoulé	0.38	0.40	0.36	0.11	1 514
	(0.49)	(0.49)	(0.48)	[0.10]	
Langue parlée au marché : moré	0.11	0.14	0.07	0.23**	1 514
	(0.31)	(0.35)	(0.26)	[0.09]	
Difficulté entravant la littératie (indice composite : vision, audition, mémoire/concentration, communication)	0.46	0.47	0.46	0.02	1 514
	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.06]	
Difficulté sévère entravant la littératie	0.04	0.04	0.03	0.03	1 514
	(0.19)	(0.19)	(0.18)	[0.06]	
Difficulté : vision	0.29	0.29	0.28	0.02	1 513
	(0.45)	(0.45)	(0.45)	[0.06]	
Difficulté sévère : vision	0.00	0.00	0.00	0.05	1 513

	(0.03)	(0.04)	(0.00)	[0.05]	
Difficulté : audition	0.05	0.04	0.06	-0.08*	1 514
	(0.23)	(0.21)	(0.24)	[0.05]	
Difficulté sévère : audition	0.00	0.00	0.00	0.05	1 514
	(0.03)	(0.04)	(0.00)	[0.05]	
Difficulté : marche/monter les escaliers	0.32	0.32	0.32	-0.00	1 514
	(0.47)	(0.47)	(0.47)	[0.06]	
Difficulté sévère : marche/monter les escaliers	0.04	0.04	0.03	0.03	1 514
	(0.19)	(0.19)	(0.18)	[0.05]	
Difficulté : mémoire/concentration	0.26	0.27	0.26	0.03	1 514
	(0.44)	(0.44)	(0.44)	[0.06]	
Difficulté sévère : mémoire/concentration	0.03	0.04	0.03	0.03	1 514
	(0.18)	(0.19)	(0.17)	[0.06]	
Difficulté : s'habiller/se laver	0.04	0.05	0.04	0.07	1 514
	(0.20)	(0.21)	(0.19)	[0.06]	
Difficulté sévère : s'habiller/se laver	0.01	0.01	0.00	0.11**	1 514
	(0.08)	(0.11)	(0.05)	[0.05]	
Difficulté : communiquer	0.03	0.02	0.03	-0.06	1 514
	(0.16)	(0.14)	(0.17)	[0.05]	
Difficulté sévère : communiquer	0.00	0.00	0.00	-0.09*	1 514
	(0.04)	(0.00)	(0.06)	[0.04]	

Notes : Les différences standardisées de moyennes (DSM) sont estimées à l'aide de régressions linéaires. Les écarts-types des moyennes sont indiqués entre parenthèses ; les erreurs standards des DSM sont présentées entre crochets. Les observations sont regroupées (clusterisées) au niveau communautaire. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Alphabétisation

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble	Traitement	Comparaison		
Compréhension orale (%) — sur 6	0.52	0.52	0.52	-0.00	1,514
	(0.32)	(0.32)	(0.32)	[0.07]	
Lecture de mots familiers — première ligne incorrecte	0.56	0.57	0.55	0.04	1,514

	(0.50)	(0.50)	(0.50)	[0.07]	
Nombre moyen de mots tentés (sur 55)	16.38	16.13	16.63	-0.03	1,514
	(16.65)	(16.55)	(16.76)	[0.07]	
Lecture de mots familiers (corrects / tentatives) [<i>Échantillon ayant correctement lu la première ligne de mots</i>]	0.78	0.77	0.78	-0.03	667
	(0.27)	(0.26)	(0.27)	[0.09]	
Lecture de mots familiers (corrects / tentatives) [<i>Échantillon complet</i>]	0.34	0.33	0.35	-0.04	1,514
	(0.42)	(0.42)	(0.43)	[0.06]	
Lecture de mots inventés — première ligne incorrecte	0.59	0.60	0.58	0.04	1,514
	(0.49)	(0.49)	(0.49)	[0.07]	
Nombre moyen de mots tentés (sur 50)	13.88	13.70	14.05	-0.03	1,514
	(13.41)	(13.35)	(13.47)	[0.07]	
Score de lecture de mots inventés (corrects / tentatives) [<i>Échantillon ayant correctement lu la première ligne de mots</i>]	0.73	0.74	0.73	0.02	614
	(0.27)	(0.26)	(0.27)	[0.09]	
Score de lecture de mots inventés (corrects / tentatives) [<i>Échantillon complet</i>]	0.30	0.29	0.30	-0.03	1,514
	(0.40)	(0.40)	(0.40)	[0.06]	
A tenté le test de compréhension écrite	0.38	0.37	0.39	-0.04	1,514
	(0.49)	(0.48)	(0.49)	[0.06]	
Score de compréhension écrite (%) — sur 7 * [<i>Échantillon qualifié</i>]	0.58	0.59	0.58	0.02	574
	(0.31)	(0.32)	(0.31)	[0.08]	
Numératie (%) — sur 16	0.28	0.28	0.28	-0.02	1,514
	(0.20)	(0.19)	(0.20)	[0.06]	
Score d'addition et de soustraction (%) — sur 8	0.44	0.43	0.44	-0.01	1,514
	(0.26)	(0.25)	(0.26)	[0.06]	
Score de multiplication (%) — sur 4	0.16	0.16	0.17	-0.05	1,514
	(0.23)	(0.23)	(0.24)	[0.06]	
Score de division (%) — sur 4	0.08	0.08	0.08	-0.00	1,514

	(0.17)	(0.16)	(0.17)	[0.05]	
--	--------	--------	--------	--------	--

Notes : Les différences standardisées de moyennes (DSM) sont estimées à l'aide de régressions linéaires. Les écarts-types des moyennes sont indiqués entre parenthèses ; les erreurs standards des DSM sont présentées entre crochets. Les observations sont regroupées (clusterisées) au niveau communautaire. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * p < 0,1 ; ** p < 0,05 ; *** p < 0,01.

Possession d'actifs du ménage

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble	Traitement	Comparaison		
Catégories d'actifs détenus par le ménage	6.36	6.37	6.34	-0.00	1 514
	(2.28)	(2.28)	(2.28)	[0.06]	
Catégories d'actifs détenus par les femmes	4.91	4.94	4.88	0.02	1 514
	(1.97)	(1.99)	(1.95)	[0.06]	
Gros bétail (bœufs, bovins)	0.07	0.08	0.05	0.12**	1 514
	(0.25)	(0.27)	(0.22)	[0.06]	
Petit bétail (chèvres, porcs, moutons)	0.39	0.43	0.34	0.18***	1 514
	(0.49)	(0.50)	(0.48)	[0.06]	
Poulets, canards, dindes, pigeons	0.58	0.60	0.56	0.07	1 514
	(0.49)	(0.49)	(0.50)	[0.07]	
Étang piscicole ou équipement de pêche	0.02	0.01	0.02	-0.08	1 514
	(0.14)	(0.12)	(0.16)	[0.07]	
Équipement agricole (non mécanisé)	0.63	0.64	0.63	0.01	1 514
	(0.48)	(0.48)	(0.48)	[0.05]	
Équipement agricole (mécanisé)	0.12	0.12	0.12	-0.02	1 514
	(0.33)	(0.32)	(0.33)	[0.06]	
Équipement pour activité non agricole	0.26	0.23	0.28	-0.12	1 514
	(0.44)	(0.42)	(0.45)	[0.08]	
Maison ou autres structures	0.69	0.69	0.68	-0.00	1 514
	(0.46)	(0.46)	(0.47)	[0.05]	
Équipement pour le jardinage urbain	0.06	0.06	0.07	-0.05	1 514
	(0.24)	(0.23)	(0.25)	[0.06]	
Équipement pour la production laitière	0.00	0.01	0.00	0.07	1 514
	(0.06)	(0.07)	(0.04)	[0.05]	

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble	Traitement	Comparaison		
Biens de consommation durables de grande taille	0.41	0.39	0.43	-0.09	1 514
	(0.49)	(0.49)	(0.50)	[0.07]	
Biens de consommation durables de petite taille	0.63	0.62	0.64	-0.05	1 514
	(0.48)	(0.49)	(0.48)	[0.06]	
Téléphone portable	0.76	0.78	0.75	0.07	1 514
	(0.42)	(0.42)	(0.43)	[0.05]	
Smartphone	0.94	0.93	0.94	-0.04	1 514
	(0.24)	(0.25)	(0.23)	[0.05]	
Autres terres non utilisées à des fins agricoles	0.15	0.13	0.17	-0.11**	1 514
	(0.36)	(0.34)	(0.38)	[0.05]	
Moyens de transport (vélo, voiture)	0.65	0.65	0.65	-0.00	1 514
	(0.48)	(0.48)	(0.48)	[0.06]	

Notes : Les différences standardisées de moyennes (DSM) sont estimées à l'aide de régressions linéaires. Les écarts-types des moyennes sont indiqués entre parenthèses ; les erreurs standards des DSM sont présentées entre crochets. Les observations sont regroupées (clusterisées) au niveau communautaire. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Participation aux AVEC et utilisation prévue de l'épargne

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble	Traitement	Comparaison		
Objectif de participation aux AVEC :					
Obtenir un accès au crédit	0,66	0,67	0,65	0,05	1 458
	(0,47)	(0,47)	(0,48)	[0,07]	
Épargner au sein d'un groupe	0,87	0,87	0,86	0,00	1 458
	(0,34)	(0,34)	(0,34)	[0,06]	
Participer à des formations	0,10	0,12	0,09	0,08	1 458
	(0,30)	(0,32)	(0,29)	[0,06]	
Rencontrer des ami·e·s	0,08	0,07	0,08	-0,03	1 458

	(0,27)	(0,26)	(0,27)	[0,05]	
Se faire de nouveaux ami·e·s	0,06	0,06	0,06	-0,01	1 458
	(0,23)	(0,23)	(0,23)	[0,06]	
Obtenir un soutien social / renforcer la cohésion sociale	0,54	0,52	0,56	-0,06	1 458
	(0,50)	(0,50)	(0,50)	[0,07]	
Accéder à de l'information	0,08	0,09	0,08	0,03	1 458
	(0,28)	(0,28)	(0,27)	[0,05]	
Autre (préciser)	0,01	0,01	0,01	0,05	1 514
	(0,11)	(0,12)	(0,10)	[0,05]	
Utilisation prévue de l'épargne :					
Dépenses de santé	0,06	0,07	0,06	0,04	1 371
	(0,24)	(0,25)	(0,23)	[0,05]	
Investir dans le bétail	0,03	0,02	0,03	-0,05	1 371
	(0,16)	(0,15)	(0,17)	[0,05]	
Investir dans d'autres actifs (ménagers ou productifs)	0,15	0,17	0,14	0,06	1 371
	(0,36)	(0,37)	(0,35)	[0,07]	
Démarrer ou investir dans une activité agricole	0,24	0,26	0,23	0,08	1 371
	(0,43)	(0,44)	(0,42)	[0,06]	
Démarrer ou investir dans une activité non agricole	0,59	0,57	0,61	-0,07	1 371
	(0,49)	(0,50)	(0,49)	[0,06]	
Financer son propre mariage ou la dot	0,00	0,00	0,00	-0,10*	1 371
	(0,05)	(0,00)	(0,07)	[0,05]	
Financer le mariage ou la dot d'un membre de la famille	0,00	0,00	0,00	-0,00	1 371
	(0,04)	(0,04)	(0,04)	[0,05]	
Financer les funérailles d'un membre de la famille	0,01	0,01	0,01	-0,05	1 371
	(0,09)	(0,08)	(0,10)	[0,05]	

Faire face à un autre choc	0,14	0,15	0,12	0,08	1 371
	(0,34)	(0,36)	(0,33)	[0,06]	
Achats alimentaires	0,08	0,09	0,07	0,05	1 371
	(0,27)	(0,28)	(0,25)	[0,06]	
Éducation des enfants	0,23	0,25	0,21	0,09	1 371
	(0,42)	(0,43)	(0,41)	[0,07]	
Réparations / améliorations du logement	0,04	0,04	0,03	0,04	1 371
	(0,19)	(0,20)	(0,18)	[0,05]	
Rembourser un prêt / une dette	0,01	0,01	0,00	0,04	1 371
	(0,08)	(0,08)	(0,07)	[0,05]	
Sécurité en cas d'urgences futures	0,04	0,04	0,03	0,05	1 371
	(0,19)	(0,20)	(0,17)	[0,05]	
Autre (préciser)	0,04	0,05	0,04	0,04	1 371
	(0,20)	(0,21)	(0,19)	[0,05]	
Refus de répondre	0,01	0,01	0,01	-0,02	1 371
	(0,08)	(0,08)	(0,09)	[0,05]	

Notes : Les différences standardisées de moyennes (DSM) sont estimées à l'aide de régressions linéaires. Les écarts-types des moyennes sont indiqués entre parenthèses ; les erreurs standards des DSM sont présentées entre crochets. Les observations sont regroupées (clusterisées) au niveau communautaire. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Participation des femmes aux activités productives

	Moyenne (écart-type)			Diff. SM	N
	Ensemble	Traitement	Comparaison		
Agriculture vivrière (cultures alimentaires)	0,94	0,95	0,93	0,05	1 514
	(0,24)	(0,23)	(0,25)	[0,06]	
Agriculture de rente (cultures commerciales)	0,77	0,76	0,78	-0,04	1 514
	(0,42)	(0,43)	(0,42)	[0,06]	
Élevage	0,46	0,49	0,43	0,12*	1 514
	(0,50)	(0,50)	(0,50)	[0,06]	

Activités économiques non agricoles	0,47	0,46	0,49	-0,05	1 514
	(0,50)	(0,50)	(0,50)	[0,06]	
Emploi salarié	0,08	0,09	0,07	0,09	1 514
	(0,27)	(0,29)	(0,25)	[0,06]	
Pêche et pisciculture	0,02	0,01	0,03	-0,09	1 514
	(0,14)	(0,12)	(0,16)	[0,08]	
La femme participe à au moins une activité	0,99	1,00	0,99	0,04	1 514
	(0,08)	(0,06)	(0,09)	[0,05]	

Notes : Les différences standardisées de moyennes (DSM) sont estimées à l'aide de régressions linéaires. Les écarts-types des moyennes sont indiqués entre parenthèses ; les erreurs standards des DSM sont présentées entre crochets. Les observations sont regroupées (clusterisées) au niveau communautaire. Des indicateurs régionaux sont inclus comme variables de contrôle dans les régressions. * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

À propos des American Institutes for Research®

Fondé en 1946, les Instituts Américains pour la Recherche® (AIR®) est un organisme non partisan et à but non lucratif qui mène des recherches en sciences du comportement et en sciences sociales et fournit une assistance technique aux États-Unis et à l'international dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la main-d'œuvre. Le travail d'AIR est guidé par sa mission : produire et utiliser des données probantes rigoureuses afin de contribuer à un monde meilleur et plus équitable. Ayant son siège à Arlington, en Virginie, AIR dispose de bureaux partout aux États-Unis et à l'étranger. Pour plus d'informations, visitez [AIR.ORG](https://www.air.org).



AIR® Headquarters

1400 Crystal Drive, 10th Floor
Arlington, VA 22202-3289
+1.202.403.5000 | [AIR.ORG](https://www.air.org)

Notice of Trademark: "American Institutes for Research" and "AIR" are registered trademarks. All other brand, product, or company names are trademarks or registered trademarks of their respective owners.

Copyright © 2023 American Institutes for Research®. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, distributed, or transmitted in any form or by any means, including photocopying, recording, website display, or other electronic or mechanical methods, without the prior written permission of the American Institutes for Research. For permission requests, please use the Contact Us form on [AIR.ORG](https://www.air.org).